

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 116  
N° 24

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31  
no Atete 1967

## ABONNEMENTS

Un an Six mois 3 mois  
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

## PRIX DU NUMERO

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. - Etranger : 35 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard  
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-  
nonces diverses : la ligne..... 40 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 20 fr.  
Publications de sociétés philanthropiques,  
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 20 fr.  
C.C.P. Papeete N° 1139 - B.P. N° 117

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## Actes du Pouvoir Central

	Pages
1967 30 mars Décret n° 67-333 portant revision du code de l'aviation civile et commerciale. (Arrêté de promulgation n° 2762 AA du 11 août 1967) .	522
25 mai Arrêté ministériel relatif à la fixation du capital minimum des banques. (Arrêté de promulgation n° 2600 AA du 4 août 1967) .	523
25 mai Arrêté ministériel relatif à la fixation du capital minimum des établissements financiers. (Arrêté de promulgation n° 2600 AA du 4 août 1967) .	524
7 juil. Loi n° 67-545 relative aux événements de mer. (Arrêté de promulgation n° 2648 AA du 7 août 1967) .	524
18 juil. Arrêté interministériel fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967. (Arrêté de promulgation n° 2601 AA du 4 août 1967) .	527
21 juil. Arrêté ministériel portant nomination au conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 2726 AA du 11 août 1967) .	527

## Textes officiels publiés à titre d'information

1967 7 août Décret portant nomination d'un administrateur de la société de crédit et de développement de l'Océanie. (J.O.R.F. du 13 août 1967 - page 8153) .	528
23 juin Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) .	528

29 juin Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) .	528
12 juil. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) .	528
19 juil. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) .	528
31 juil. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) .	529

## Actes du Gouvernement Local

1967 1er août Arrêté n° 2542 AA/CD rendant exécutoire la délibération n° 67-80 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification des tarifs de la contribution des patentes et de l'impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers .	529
7 août Arrêté n° 2645 D modifiant l'arrêté n° 2635 D du 12 août 1966 relatif à la définition de la notion de produits originaires .	530
7 août Arrêté n° 2647 AA/ODT rendant exécutoire la délibération n° 67-84 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française rapportant la délibération n° 60-10 du 9 février 1960 et instituant une nouvelle charte de l'hôtellerie de tourisme en Polynésie française .	530
8 août Décision n° 2654 AA portant retrait provisoire de la carte professionnelle d'étranger de M. Yu Tauen Ly Fou Kho c.i. n° 8675 .	534
9 août Arrêté n° 2688 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-82 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française autorisant la location de trois parcelles de terre du « domaine de Taravao » d'une superficie de : 1 ha 50 a, au profit de la société « Pointet - Girard » .	534

9 août	Arrêté n° 2689 AA clôturant la session ordinaire de l'assemblée territoriale . . . . .	535
9 août	Arrêté n° 2691 PEL prorogeant les pouvoirs des membres des commissions administratives paritaires des cadres territoriaux de la Polynésie française . . . . .	535
11 août	Décision n° 2710 FT accordant une subvention . . . . .	536
11 août	Décision n° 2751 TP habilitant l'automobile club de Tahiti à délivrer les permis de conduire internationaux . . . . .	536
11 août	Arrêté n° 2764 AA/F rendant exécutoires les délibérations du 11 août 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : n° 67-98 portant modification du budget local pour l'exercice 1967 ; n° 67-99 créant dans le territoire de la Polynésie française une caisse de soutien des prix du coprah . . . . .	536
11 août	Arrêté n° 2765 AE prescrivant la déclaration des stocks de coprah . . . . .	538
16 août	Arrêté n° 2766 AE fixant les prix payables aux producteurs de coprah . . . . .	539
22 août	Arrêté n° 2827 AA — Exercice de la pharmacie — Licence n° 5 . . . . .	539
22 août	Décision n° 2828 AA portant suppression définitive d'un élevage de lapins . . . . .	540
23 août	Arrêté n° 2835 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1967 . . . . .	540
	Extraits . . . . .	540

### Avis officiels

Service des domaines et de la propriété foncière.— Bail 67-234 par le territoire de la Polynésie française et le port autonome de Papeete à la société « Huilerie de Tahiti » . . . . .	543
Service des douanes.— Cours des changes . . . . .	546
Service des affaires économiques.— Indice du coût de la vie au 1er août 1967 . . . . .	546
Enquêtes de commodo et incommodo :	
M. Elie Salmon . . . . .	546
M. Rey Lérie . . . . .	546

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires . . . . .	547
Annonces diverses . . . . .	548

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**ARRÊTÉ n° 2762 AA du 11 août 1967 promulguant un acte du pouvoir central.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 67-333 du 30 mars 1967 portant revision du code de l'aviation civile et commerciale (publié au J.O.R.F. n° 84 du 9 avril 1967 - page 3569).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1967.

Jean SICURANI.

#### DÉCRET n° 67-333 du 30 mars 1967 portant revision du code de l'aviation civile et commerciale.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'équipement,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 34 et 37 ;

Vu la loi n° 53-515 du 28 mai 1953 relative à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale, et notamment son article 3 aux termes duquel « il sera procédé tous les ans et dans les mêmes conditions à l'incorporation dans le code de l'aviation civile et commerciale des textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code sans s'y référer » ;

Vu la loi n° 58-346 du 3 avril 1958 relative aux conditions d'application de certains codes ;

Vu le code de l'aviation civile et commerciale ;

Vu l'avis de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires ;

Vu le décret n° 63-766 du 30 juillet 1963, et notamment son article 21 (avant-dernier alinéa) ;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont abrogés :

1° Les articles suivants du code de l'aviation civile et commerciale intervenus dans les matières présentant un caractère réglementaire :

Articles 14, 15, 20, 21, 22, 24, 25 (alinéa 2, fin de la 2<sup>e</sup> phrase), 26 (alinéa 1<sup>er</sup>), 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 39, 41 (alinéa 1<sup>er</sup>), 43, 51 (alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 2, 1<sup>re</sup> phrase), 74, 75 (fin de la 1<sup>re</sup> phrase et phrases suivantes), 77, 78, 79, 80, 81 (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas)

84 à 95, 99, 102, 103, 106, 108, 110 (1<sup>er</sup> alinéa début), 116, 121 (alinéas 2 et 3), 129 (alinéa 3) 131 (alinéa 2), 133, 135, 139, 139 *bis*, 140, 141 (alinéa 1<sup>er</sup> [fin] et alinéa 3), 142, 143, 144, 148, 149, 151 (alinéa 2), 152 (alinéas 2 à 7), 153 (alinéas 3 et 4), 154 (alinéa 2), 157, 158, 162 (2<sup>e</sup> alinéa, 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> [en partie]), 163, 164 (1<sup>er</sup> alinéa, 2<sup>e</sup> phrase), 165 (alinéas 3 à 5), 166 (alinéa 3), 168, 172, 175 (1<sup>er</sup> alinéa, fin de la 1<sup>re</sup> phrase), 177 à 179, 182 à 185, 192 (3<sup>e</sup> alinéa).

2<sup>o</sup> L'article 43 (alinéa 1<sup>er</sup>) de la loi du 31 mai 1924, modifié par la loi n° 57-257 du 2 mars 1957 (art. 1<sup>er</sup>).

3<sup>o</sup> Les articles 12 (alinéa 3) et 13 (2<sup>e</sup> phrase) de la loi n° 48-976 du 16 juin 1948, modifiés par le décret n° 53-956 du 30 septembre 1953 (art. 2 et 3).

4<sup>o</sup> L'article 47 (alinéas 1<sup>er</sup> et 2) de la loi n° 48-156 du 26 septembre 1948.

Art. 2. — Le code de l'aviation civile et commerciale, qui prend le nom de Code de l'aviation civile (première partie : Législative), est modifié conformément au texte annexé au présent décret (1).

Art. 3. — Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'équipement et le secrétaire d'Etat aux transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement,*

Edgard PISANI.

*Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,*

Louis JOXE.

*Le ministre d'Etat*

*chargé des départements et territoires d'outre-mer,*

Pierre BILLOTTE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Jean FOYER.

*Le ministre de l'intérieur,*

Roger FREY.

*Le ministre de l'économie et des finances,*

Michel DEBRÉ.

*Le secrétaire d'Etat aux transports,*

André BETTENCOURT.

(1) Le code de l'aviation civile sera publié ultérieurement.

**ARRÊTÉ n° 2600 AA du 4 août 1967 promulguant des actes du pouvoir central.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels.

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués, dans le territoire, pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

- les arrêtés du 25 mai 1966 relatifs à la fixation du capital minimum des banques et établissements financiers (publiés au J.O.R.F. n° 123 du 28 mai 1966 - page 4287).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 4 août 1967.

Jean SICURANI.

**ARRETE MINISTERIEL du 25 mai 1966 relatif à la fixation du capital minimum des banques.**

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 8 de la loi modifiée du 13 juin 1941 relative à la réglementation et à l'organisation de la profession bancaire ;

Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 66-81 du 25 janvier 1966 portant modification de certaines dispositions de la réglementation bancaire ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1960 relatif à la fixation du capital minimum des banques,

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le capital minimum des banques de dépôts et des banques de crédit à long et moyen terme est porté de 1.000.000 de francs à 2.000.000 de francs pour les banques constituées sous forme de sociétés par actions et de 400.000 F à 800.000 F pour les autres banques. Les chiffres de 2.000.000 de francs et 800.000 F sont respectivement réduits à 1.000.000 de francs et 400.000 F pour les banques de dépôts et les banques de crédit à long et moyen terme qui possèdent moins de trois sièges permanents d'exploitations.

Art. 2. — Le capital minimum des banques d'affaires est porté de 1.000.000 de francs à 20.000.000 de francs pour les banques constituées sous forme de sociétés par actions et de 400.000 F à 10.000.000 de francs pour les autres banques. Les chiffres de 20.000.000 de francs et 10.000.000 de francs sont respectivement réduits à 10.000.000 de francs et 5.000.000 de francs pour les banques d'affaires qui possèdent moins de trois sièges permanents d'exploitation.

Art. 3. — A compter de la publication du présent arrêté, toute inscription ou réinscription sur la liste des banques ainsi que tout changement de classement est subordonné à la justification du capital défini aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

Art. 4. — Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessus, les banques déjà inscrites à la date de la publication du présent arrêté disposent d'un délai expirant le 31 décembre 1968 pour se conformer aux prescriptions des articles 1<sup>er</sup> ou 2 ci-dessus.

En ce qui concerne les banques d'affaires, ce délai pourra être prorogé jusqu'au 31 décembre 1970 sur dérogations individuelles accordées par la commission de contrôle des banques.

Art. 5. — Le directeur du Trésor est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mai 1966.

Michel DEBRE.

**ARRÊTE MINISTERIEL du 25 mai 1966 relatif à la fixation du capital minimum des établissements financiers.**

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi du 14 juin 1941 modifiée relative à la réglementation et à l'organisation des professions se rattachant à la profession de banquier, et notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1955 relatif à la fixation du capital minimum des établissements financiers ;

Vu l'arrêté du 11 août 1959 relatif au capital minimum des établissements financiers pratiquant des opérations de crédit immobilier,

Arrête :

Article 1er.— Le capital minimum prévu à l'article 10 de la loi du 14 juin 1941 modifiée est porté :

1° En ce qui concerne les établissements financiers qui pratiquent le financement des ventes à crédit ou ceux qui effectuent des opérations de crédit immobilier :

De 750.000 F à 1.000.000 de francs pour les entreprises constituées sous la forme de sociétés par actions ou de sociétés à responsabilité limitée ;

De 350.000 F à 500.000 F pour les autres entreprises.

2° En ce qui concerne les établissements financiers non visés au 1° ci-dessus :

De 25.000 F à 100.000 F pour les entreprises constituées sous la forme de sociétés par actions ou de sociétés à responsabilité limitée ;

De 5.000 F à 20.000 F pour les autres entreprises.

Art. 2.— A compter de la publication du présent arrêté, tout enregistrement ou tout renouvellement d'enregistrement d'un établissement financier est subordonné à la justification du capital défini à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessus, les établissements déjà enregistrés à la date de la publication du présent arrêté disposent d'un délai expirant le 31 décembre 1968, pour se conformer aux prescriptions de l'article 1er ci-dessus.

Art. 4.— Le directeur du Trésor est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mai 1966.

Michel DEBRE.

**ARRÊTÉ n° 2648 AA du 7 août 1967 promulguant un acte du pouvoir central.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est promulguée dans le territoire pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

- la loi n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux événements de mer, (publiée au J.O.R.F. n° 159 du 9 juillet 1967 - page 6867).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 août 1967.

Jean SICURANI.

**LOI n° 67-545 du 7 juillet 1967 relative aux événements de mer.**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**CHAPITRE 1er**

**Abordage.**

Article 1er.— En cas d'abordage survenu entre navires de mer ou entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure, les indemnités dues à raison des dommages causés aux navires, aux choses ou personnes se trouvant à bord sont réglées conformément aux dispositions du présent chapitre sans tenir compte des eaux où l'abordage s'est produit.

Tous engins flottants, à l'exception de ceux qui sont amarrés à poste fixe, sont assimilés selon le cas, soit aux navires de mer, soit aux bateaux de navigation intérieure pour l'application de l'alinéa précédent.

Art. 2.— Si l'abordage est fortuit, s'il est dû à un cas de force majeure, ou s'il y a doute sur les causes de l'accident, les dommages sont supportés par ceux qui les ont éprouvés, sans distinguer le cas où, soit les navires, soit l'un d'eux, auraient été au mouillage au moment de l'abordage.

Art. 3.— Si l'abordage est causé par la faute de l'un des navires, la réparation des dommages incombe à celui qui l'a commise.

Art. 4.— S'il y a faute commune, la responsabilité de chacun des navires est proportionnelle à la gravité des fautes respectivement commises. Toutefois, si, d'après les circonstances, la proportion ne peut être établie ou si les fautes apparaissent comme équivalentes, la responsabilité est partagée par parties égales.

Les dommages causés, soit aux navires, soit à leur cargaison, soit aux effets ou autres biens des équipages, des passagers ou autres personnes se trouvant à bord, sont supportés par les navires en faute, dans ladite proportion, sans solidarité à l'égard des tiers.

Les navires en faute sont tenus solidairement à l'égard des tiers, pour les dommages causés par mort ou blessures, sauf recours de celui qui a payé une part supérieure à celle que, conformément à l'alinéa précédent du présent article, il doit définitivement supporter.

Art. 5.— La responsabilité établie par les articles précédents subsiste dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote, même lorsque celui-ci est obligatoire.

Art. 6.— Les dispositions qui précèdent sont applicables à la réparation des dommages que, soit par exécution ou omission de manœuvre, soit par inobservation des règlements, un navire a causés, soit à un autre navire, soit aux choses ou personnes se trouvant à leur bord, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.

Art. 7.— Les actions en réparation de dommages se prescrivent par deux ans à partir des événements.

Le délai pour intenter les actions en recours admises par l'alinéa 3 de l'article 4 est d'une année à partir du jour du paiement.

Ces délais de prescription ne courent pas lorsque le navire n'a pu être saisi dans les eaux soumises à la juridiction française.

Art. 8.— Les dispositions du présent chapitre, à l'exception de celles de l'article 7, troisième alinéa, sont également applicables aux navires de mer et bateaux de navigation intérieure de l'Etat ou affectés à un service public.

## CHAPITRE II

### *Assistance.*

Art. 9.— L'assistance des navires de mer en danger, ainsi que les services de même nature rendus entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure, est soumise aux dispositions du présent chapitre, sans tenir compte des eaux où elle a été rendue.

Tous engins flottants sont assimilés, selon le cas, soit aux navires de mer, soit aux bateaux de navigation intérieure pour l'application de l'alinéa précédent.

Art. 10.— Tout fait d'assistance ayant eu un résultat utile donne lieu à une équitable rémunération.

Aucune rémunération n'est due si le secours prêté reste sans résultat utile.

En aucun cas, la somme à payer ne peut dépasser la valeur des choses sauvées.

Art. 11.— N'ont droit à aucune rémunération les personnes qui ont pris part aux opérations de secours malgré la défense expresse et raisonnable du navire secouru.

Art. 12.— Le remorqueur n'a droit à une rémunération pour l'assistance du navire par lui remorqué ou de sa cargaison que s'il a rendu des services exceptionnels ne pouvant être considérés comme l'accomplissement du contrat de remorquage.

Art. 13.— Une rémunération est due encore que l'assistance ait eu lieu entre navires appartenant au même propriétaire.

Art. 14.— Le montant de la rémunération est fixé par la convention des parties et, à défaut, par le tribunal.

Il en est de même de la proportion dans laquelle cette rémunération doit être répartie, soit entre les sauveteurs, soit entre les propriétaires, le capitaine et l'équipage de chacun des navires assistants.

Si le navire est un navire étranger, la répartition entre le propriétaire, le capitaine et les personnes au service du navire est réglée conformément à la loi nationale du navire.

Art. 15.— Toute convention d'assistance peut, à la requête de l'une des parties, être annulée ou modifiée par le tribunal, s'il estime que les conditions convenues ne sont pas équitables, compte tenu du service rendu et des bases de rémunération indiquées à l'article 16 ou que le service rendu ne présente pas les caractères d'une véritable assistance, quelque qualification que les parties lui aient donnée.

Art. 16.— La rémunération est fixée par le tribunal selon les circonstances, en prenant pour base :

a) En premier lieu le succès obtenu, les efforts et le mérite de ceux qui ont prêté secours, le danger couru par le navire assisté, par ses passagers et son équipage, par sa cargaison, par les sauveteurs et par le navire assistant, le temps employé, les frais et dommages subis et les risques de responsabilité et autres encourus par les sauveteurs, la valeur du matériel exposé par eux, en tenant compte, le cas échéant, de l'appropriation spéciale du navire assistant ;

b) En second lieu, la valeur des choses sauvées, le fret et le prix du passage.

Les mêmes dispositions sont applicables aux répartitions prévues à l'article 14 (alinéa 2).

Le tribunal peut réduire ou supprimer la rémunération s'il apparaît que les sauveteurs ont, par leur faute, rendu l'assistance nécessaire ou qu'ils se sont rendus coupables de vols, recels ou autres actes frauduleux.

Art. 17.— Il n'est dû aucune rémunération pour les personnes sauvées.

Les sauveteurs des vies humaines qui sont intervenus à l'occasion des mêmes dangers ont droit à une équitable part de la rémunération accordée aux sauveteurs du navire, de la cargaison et de leurs accessoires.

Art. 18.— L'action en paiement de la rémunération se prescrit par deux ans à partir du jour où les opérations d'assistance sont terminées.

Toutefois, ce délai de prescription ne court pas lorsque le navire assisté n'a pu être saisi dans les eaux soumises à la juridiction française.

Art. 19.— Tout capitaine est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage ou ses passagers, de prêter assistance à toute personne, même ennemie, trouvée en mer en danger de se perdre.

Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison des contraventions à la disposition précédente sauf intervention effective et directe de sa part.

Art. 20.— Il n'est dû aucune rémunération d'assistance pour les envois postaux de toute nature.

Art. 21.— Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux navires de mer et bateaux de navigation intérieure de l'Etat ou affectés à un service public, à l'exception de l'article 18 (alinéa 2). Les articles 13 et 14 (alinéa 2) ne sont pas applicables aux navires de mer et bateaux de navigation intérieure de l'Etat.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19, les obligations d'assistance qui peuvent être imposées aux commandants de force navale ou de bâtiment de la marine nationale sont fixées par l'article 455 du code de justice militaire.

## CHAPITRE III

### *Des avaries.*

Art. 22.— Les avaries sont communes ou particulières.

A défaut de stipulations contraires des parties intéressées, elles sont réglées conformément aux dispositions ci-après.

L'option que dans un connaissement le transporteur se réserverait entre ces dispositions et toutes autres dispositions est réputée non écrite.

Art. 23.— Sont particulières toutes les avaries qui ne sont pas classées en avaries communes.

Elles sont supportées par le propriétaire de la chose qui a souffert le dommage ou par celui qui a exposé la dépense, sauf leurs éventuelles actions en responsabilité, en remboursement ou en indemnité.

### Section I

#### *Du classement en avaries communes.*

Art. 24.— Sont avaries communes les sacrifices faits et les dépenses extraordinaires exposées pour le salut commun et pressant des intérêts engagés dans une expédition maritime.

Art. 25.— Sacrifices et dépenses doivent avoir été décidés par le capitaine.

Art. 26.— Seront seuls admis en avaries communes les dommages et pertes atteignant matériellement les biens engagés dans l'expédition ainsi que les dépenses exposées pour ces biens lorsque ces dommages, pertes ou dépenses sont la conséquence directe de l'acte d'avarie commune décidé par le capitaine.

Art. 27.— Lorsque l'événement qui a donné lieu au sacrifice ou la dépense est la conséquence d'une faute commise par l'une des parties engagées dans l'expédition, il n'y a pas moins lieu à règlement d'avaries communes sauf recours contre celui auquel cette faute est imputable.

Art. 28.— Toute dépense supplémentaire, volontairement exposée pour éviter une dépense ou une perte qui aurait été classée en avaries communes sera elle-même bonifiée comme telle, à concurrence du montant de la dépense économisée ou de la perte évitée.

## Section II

### *De la contribution aux avaries communes.*

Art. 29.— Les avaries communes sont supportées par le navire, le fret et la cargaison, évalués comme il est dit ci-après.

Art. 30.— Le navire contribue en proportion de sa valeur au port où s'achève l'expédition, augmentée s'il y a lieu du montant des sacrifices qu'il a subis.

Le fret brut et le prix du passage non acquis à tout événement contribuent pour les deux tiers.

Art. 31.— Les marchandises sauvées ou sacrifiées contribuent en proportion de leur valeur marchande réelle ou supposée au port de déchargement.

Art. 32.— Le montant des dommages et pertes à admettre en avaries communes est déterminé pour le navire au port où s'achève l'expédition.

Il est égal au coût des réparations consécutives aux sacrifices subis, coût réel si elles ont été effectuées, coût estimatif s'il n'y a pas été procédé.

Art. 33.— Le montant des dommages ou pertes à admettre en avaries communes est déterminé pour la marchandise au port de déchargement. Il est égal au coût des sacrifices faits, calculé sur la base de la valeur marchande de cette marchandise à l'état sain au même port.

Art. 34.— Les marchandises qui ont été déclarées pour une valeur moindre que leur valeur réelle contribuent à proportion de leur valeur réelle, mais leur perte ou leur avarie ne donne lieu à classement en avaries communes qu'à proportion de leur valeur déclarée.

Art. 35.— Les marchandises pour lesquelles il n'a pas été établi de connaissement ou de reçu du capitaine ne sont pas admises en avaries communes si elles sont sacrifiées. Elles contribuent néanmoins si elles sont sauvées.

Il en est de même des marchandises chargées en pontée, sauf dans le petit cabotage où elles sont traitées comme les marchandises de cale.

Art. 36.— En cas de jet à la mer des marchandises chargées en pontée de façon irrégulière au sens de l'article 22 de la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes, la valeur des marchandises jetées n'est pas admises en avaries communes.

Art. 37.— Les effets et bagages de l'équipage et des passagers pour lesquels il n'y a pas de connaissement ni reçu ainsi que les envois postaux de toute nature sont exempts de contribution s'ils ont été sauvés ; ils participent à la répartition, s'ils ont été sacrifiés dans les conditions des articles 24 et suivants.

Art. 38.— La répartition se fait au marc le franc.

En cas d'insolvabilité de l'un des contribuables, sa part est répartie entre les autres proportionnellement à leurs intérêts.

La valeur de sa contribution est pour chaque intéressé la limite de son obligation.

## Section III

### *Du règlement des avaries communes.*

Art. 39.— Il n'y a lieu à aucun règlement en cas de perte totale des intérêts engagés dans l'expédition.

Art. 40.— Toutes actions dérivant d'une avarie commune sont prescrites par cinq ans à partir de la date à laquelle l'expédition s'est achevée.

Art. 41.— Le capitaine peut refuser de délivrer les marchandises et demander leur consignation jusqu'au paiement de la contribution qui leur incombe sauf caution suffisante de l'ayant droit.

Art. 42.— L'armateur est privilégié pour le paiement des contributions en avaries communes qui lui sont dues, sur les marchandises ou le prix en provenant pendant quinze jours après leur délivrance, si elles n'ont passé en mains tierces.

### *Dispositions générales.*

Art. 43.— Sont abrogés les articles 397 à 429 et l'article 436 du code de commerce, la loi du 29 avril 1916 sur l'assistance et le sauvetage maritimes ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Art. 44.— La présente loi prendra effet trois mois après la publication au *Journal officiel* de la République française du décret établissant les dispositions réglementaires relatives aux événements de mer.

Art. 45.— La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 juillet 1967.

C. de GAULLE.

Par le Président de la République :

Pour le Premier ministre et par délégation :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Louis JOXE.

*Le ministre d'Etat*

*chargé des départements et territoires d'outre-mer,*

Pierre BILLOTTE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Louis JOXE.

*Le ministre des armées,*

Pierre MESSMER.

*Le ministre de l'économie et des finances,*

Michel DEBRE.

*Le ministre des transports,*

Jean CHAMANT.

*Le ministre des postes et télécommunications,*

Yves GUENA.

ARRÊTÉ n° 2601 AA du 4 août 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- L'arrêté du 18 juillet 1967 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967 (publié au J.O.R.F. n° 167 du 20 juillet 1967 - page 7289).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 4 août 1967.

Jean SICURANI.

**ARRÊTE INTERMINISTÉRIEL** du 18 juillet 1967 *fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967.*

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le décret n° 62-434 du 9 avril 1962 relatif à l'organisation du crédit ainsi qu'à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier dans les départements d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 67-27 du 9 janvier 1967 portant institution d'un système de réserves obligatoires applicable aux établissements bancaires, et notamment son article 7 ;

Après avis du conseil national du crédit,

#### Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>.— Dans les territoires d'outre-mer, les établissements bancaires énumérés à l'article 2 du décret susvisé du 9 janvier 1967 seront tenus des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du même décret à compter d'une date qui sera fixée, pour chaque territoire, par des décisions du conseil national du crédit.

Ces décisions pourront comporter des dispositions particulières tenant compte des caractéristiques propres des économies de chacun des territoires intéressés.

Art. 2. — Pour l'application des articles 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret susvisé du 9 janvier 1967, les établissements assurant le service de l'émission dans les territoires d'outre-mer seront, chacun en ce qui le concerne, substitués à la Banque de France.

Art. 3. — Les décisions du conseil national du crédit prévues au présent arrêté et les instructions des instituts d'émission seront publiés aux Journaux officiels des territoires d'outre-mer intéressés.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux Journaux officiels des territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 18 juillet 1967.

*Le ministre de l'économie et des finances,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du Trésor,*

Pour le directeur du Trésor empêché :

*Le chef de service,*

Claude PIERRE-BROSSOLETTE.

*Le ministre d'Etat*

*chargé des départements et territoires d'outre-mer,*

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

Pierre ANGELI.

**ARRÊTÉ** n° 2726 AA du 11 août 1967 *promulguant un acte du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels.

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- l'arrêté du 21 juillet 1967 portant nomination au conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer (publié au J.O.R.F. n° 177 des 1<sup>er</sup> août et 31 juillet 1967 - page 7676).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1967.

Jean SICURANI.

**ARRÊTÉ** du 21 juillet 1967 *portant nomination au conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer.*

Par arrêté du 21 juillet 1967, sont nommés au conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer :

1<sup>o</sup> En qualité de membre titulaire, M. Jean Chalier et, en qualité de membre suppléant de ce dernier, M. Jacques Barrau ;

2<sup>o</sup> En qualité de membre titulaire, M. René Quesnot et, en qualité de membre suppléant de ce dernier, M. Robert Hervé.



## TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

**DÉCRET du 7 août 1967 portant nomination d'un administrateur de la société de crédit et de développement de l'Océanie.**

Par décret en date du 7 août 1967, M. André Flocken, chef du service de l'économie rurale de la Polynésie française, est nommé, sur proposition du chef de territoire, à compter du 27 juillet 1967, administrateur de la société de crédit et de développement de l'Océanie, en remplacement de M. Claude Gaudillot.

**DÉCRET du 23 juin 1967 portant acquisition de la nationalité française.** (J.O.R.F. du 9 juillet 1967).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Wan Kim (Meo Then), Afaahiti (Polynésie française), 03-02-26, NAT, autorisé à s'appeler légalement Vanquin (Marcel)  
Wan Kim, née Lee Soum (Lee Tchao Yi), Papeete (Polynésie française), 19-09-28, NAT, autorisée à s'appeler légalement Vanquin, née Lichon (Agathe)

**DÉCRET du 29 juin 1967 portant acquisition de la nationalité française.** (J.O.R.F. du 9 juillet 1967).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Hoang (Khi You), Papeete (Polynésie française), 20-07-43, NAT, autorisée à s'appeler légalement Hoang (Irène)

Kuo (Renée), Papeete (Polynésie française), 17-09-48, NAT, autorisée à s'appeler légalement Coutet (Renée)

Lai Teng Hoi (Lydie), Uturoa (Polynésie française), 13-03-48, NAT, autorisée à s'appeler légalement Lai (Lydie)

Ling (Shee Fook), Papeete (Polynésie française), 09-12-44, NAT, autorisé à s'appeler légalement Ligne (Félix)

Mao Che (Victor), Hitiaa (Polynésie française), 20-11-47, NAT

U Yong (Jhon), Makatea (Polynésie française), 26-06-48, NAT

Wong (You Sane), Papeete (Polynésie française), 29-09-40, NAT, autorisé à s'appeler légalement Vanselme (Léon)

Wong, née Shang Ni Tang (Chim Sam Moe), Teaharoa (Polynésie française), 02-07-40, NAT, autorisée à s'appeler légalement Vanselme, née Chany (Yvonne)

Wong (Nestor), Papeete (Polynésie française), 29-08-66, EFF, autorisé à s'appeler légalement Vanselme (Nestor)

Yen Tchi Poi (Maeva), Fare (Polynésie française), 10-03-47, NAT

**DÉCRET du 12 juillet 1967 portant acquisition de la nationalité française.** (J.O.R.F. du 23 juillet 1967).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Kok Tam (Ayou), Faaa (Polynésie française), 23-01-48, NAT, autorisée à s'appeler légalement Constant (Monique)

Tchoung Koun Sai, Papeete (Polynésie française), 20-11-46, NAT, autorisée à s'appeler légalement Choune (Cécile)

Tchoung Koun Sai, Papeete (Polynésie française), 27-12-47, NAT, autorisée à s'appeler légalement Choune (Suzanne)

Wong (Pao Man), Papeete (Polynésie française), 11-05-48, NAT, autorisé à s'appeler légalement Von (Paul)

Yune (Maurice), Papeete (Polynésie française), 11-04-47, NAT

**DÉCRET du 19 juillet 1967 portant acquisition de la nationalité française.** (J.O.R.F. du 30 juillet 1967).

### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Cheung (Tsin Thi), Papeete (Polynésie française), 12-08-38, NAT, autorisé à s'appeler légalement Chungues (Eric)

Cheung, née Yeun (Tsian Moy), Papeete (Polynésie française), 28-09-41, NAT, autorisée à s'appeler légalement Chungues, née Luine (Catherine)

Cheung (Karine), Papeete (Polynésie française), 22-03-65, EFF, autorisée à s'appeler légalement Chungues (Karine)

Chong (Gnu Shai), Papara (Polynésie française), 01-12-21, NAT, autorisé à s'appeler légalement Chand (Jean)

Lai (Chung), Papeete (Polynésie française), 13-06-37, NAT, autorisé à s'appeler légalement Laille (Etienne)

Lam (Pierre), Papeete (Polynésie française), 06-08-43, NAT, autorisé à s'appeler légalement Laforêt (Pierre)

Lieou Tchai (Fout Yit), Arue (Polynésie française), 29-08-26, NAT, autorisé à s'appeler légalement Lechaix (William)

Lieou Tchai, née Tchin (Yong Tsi), Teaharoa (Polynésie française), 23-11-26, NAT, autorisée à s'appeler légalement Lechaix (Yong Tsi)

Lieou Tchai (Delphine), Papeete (Polynésie française), 24-01-49, EFF, autorisée à s'appeler légalement Lechaix (Delphine)

Lieou Tchai (Gaston), Papeete (Polynésie française), 13-02-51, EFF, autorisé à s'appeler légalement Lechaix (Gaston)

Lieou Tchai (Pierre), Papeete (Polynésie française), 01-11-52, EFF, autorisé à s'appeler légalement Lechaix (Pierre)

Lieou Tchai (Marguerite), Papeete (Polynésie française), 13-04-54, EFF, autorisée à s'appeler légalement Lechaix (Marguerite)



Lieou Tchai (Irène), Papeete (Polynésie française), 19-08-60, EFF, autorisée à s'appeler légalement Lechaix (Irène)  
 Lieou Tchai (Céline), Papeete (Polynésie française), 30-09-65, EFF, autorisée à s'appeler légalement Lechaix (Céline)

**DÉCRET du 31 juillet 1967 portant acquisition de la nationalité française.** (J.O.R.F. du 13 août 1967).

#### Article 1<sup>er</sup>

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Snong Yan (Léon), Papeete (Polynésie française), 27-01-44, NAT, autorisé à s'appeler légalement Snogan (Léon)

### ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

**ARRÊTÉ n° 2542 AA/CD du 1<sup>er</sup> août 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-80 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

#### ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-80 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification des tarifs de la contribution des patentes et de l'impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.

**Art. 2.**— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 1<sup>er</sup> août 1967.

Jean SICURANI.

**DÉLIBÉRATION n° 67-80 du 3 juillet 1967 portant modification des tarifs de la contribution des patentes et de l'impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie et les textes modificatifs subséquents, notamment les délibérations n° 16-1958 et 14-1958 du 8 février 1958 ;

Vu les arrêtés n° 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1271 CD en date du 14 décembre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-121 en date du 28 juin 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Délibérant en matière d'impôts, taxes et contributions, de toutes natures, à percevoir au profit du budget territorial, conformément aux dispositions de l'article 46 du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 susvisé ;

Dans sa séance du 3 juillet 1967,

#### Adopte :

**Article 1<sup>er</sup>.**— Le tarif de la contribution des patentes est modifié ainsi qu'il suit :

#### 1°) RUBRIQUES NOUVELLES :

Rubriques nouvelles	Taxe déterminée			Taxe variable		Droit proportionnel	Observations
	1 <sup>re</sup> zone	2 <sup>e</sup> zone	3 <sup>e</sup> zone	par employé	par autre élément		
Courtage d'assurances terrestres (intermédiaire en)	5.000	4.000	3.000	1.000		28 %	(1) par tonne de marchandises entreposées au cours de l'exercice précédent.
Entrepôt frigorifique public à caractère industriel (exploitant d')	10.000	5.000	3.000	600	20 (1)	6 %	
Nettoyage et entretien des locaux (entrepreneur de)	3.000	2.000	1.000	300		1/4	(2) par engin mécanique d'exploitation.
Peinture ignifuge (entreprise de)	5.000	3.000	1.000	300		1/4	
Stèles ou plaques funéraires (fabricant de)	4.000	3.000	2.000	300	2.000 (2)	1/4	
Stèles ou plaques funéraires (graveur de)	2.000	1.500	1.000	300		6 %	

#### 2°) RUBRIQUE MODIFIÉE :

**Architecte :** Il crée une taxe variable annuelle de 10.000 francs par personne qui, réunissant toutes les conditions exigées par les lois et règlements en vigueur, a vocation à exercer cette profession.

Art. 2.— La classification des professions passibles de l'impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers est complétée ainsi qu'il suit :

*Catégorie II* : Courtage d'assurances terrestres (intermédiaire en).

*Catégorie III* : Entrepôt frigorifique public à caractère industriel (exploitant d').

Nettoyage et entretien des locaux (entrepreneur de).

Peinture ignifuge (entreprise de).

Stèles ou plaques funéraires (fabricant de).

*Catégorie VI* : Stèles ou plaques funéraires (graveur de).

Art. 3.— La présente délibération, qui est prise pour servir et valoir ce que de droit, entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1968.

Une secrétaire,  
Céline OOPA.

Le président,  
Jacques TAURAA.

ARRETE n° 2645 D du 7 août 1967 modifiant l'arrêté n° 2635 D du 12 août 1966 relatif à la définition de la notion de produits originaires.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret n° 58-84 du 28 janvier 1958 portant publication du traité de Rome du 25 mars 1957 ;

Vu ledit traité, et notamment ses articles 3, paragraphes 4, 5, 12 à 17, 23, 131 à 136, 189 et 191 ;

Vu la loi n° 63-1249 du 21 décembre 1963 autorisant la ratification de la convention portant revision du traité instituant la communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles Néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité ;

Vu le décret n° 64-811 du 19 juillet 1964 portant publication de la convention d'association entre la communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté et des accords annexes du 20 juillet 1963 ;

Vu la décision du 25 février 1964 du conseil de la communauté économique européenne relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la communauté ;

Vu la décision n° 66-303 du 5 mai 1966 du conseil de la communauté économique européenne relative à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative pour l'application de la décision du 25 février 1964 susvisée ;

Vu la décision n° 66-304 du 5 mai 1966 du conseil de la communauté économique européenne définissant les méthodes de la coopération administrative pour la mise en application de la décision du 25 février 1964 susvisée ;

Vu le décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1958 fixant les conditions d'application de l'article 6 du décret n° 56-650 du 28 juin 1956 dans les pays et territoires énumérés à l'article 5 de ce décret ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu les tarifs des droits de douane d'importation ;

Vu l'arrêté n° 2635 D du 12 août 1966 relatif à la définition de la notion de produits originaires dans les échanges avec certains Etats, pays et territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1074 D du 3 avril 1967 modifiant l'arrêté n° 2635 D du 12 août 1966 susvisé,

Arrête :

Article 1er.— Le deuxième alinéa de l'article 20 de l'arrêté du 12 août 1966 susvisé est complété comme suit :

« En ce qui concerne les envois postaux (paquets, colis postaux) ces mêmes documents pourront être délivrés jusqu'au 30 juin 1967 inclus : ils ne seront plus acceptés par le service des douanes après le 31 octobre 1967 ».

Art. 2.— Le paragraphe 2 de l'annexe IV à l'arrêté du 12 août 1966 susvisé est modifié comme suit :

Rubriques « Mombassa (Kenya) » : au lieu de « En ce qui concerne les échanges avec le Burundi, le Congo (Léopoldville) et le Rwanda », mettre : « En ce qui concerne les échanges avec le Burundi et le Congo (Kinshasa). »

Art. 3.— Le chef du service des douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 7 août 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2647 AA/ODT du 7 août 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-84 du 6 juillet 1967 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-84 du 6 juillet 1967 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, rapportant la délibération n° 60-10 du 9 février 1960 et instituant une nouvelle charte de l'hôtellerie de tourisme en Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 7 août 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-84 du 6 juillet 1967 rapportant la délibération n° 60-10 du 9 février 1960 et instituant une nouvelle charte de l'hôtellerie de tourisme en Polynésie française.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté n° 238 MI/AA du 19 mars 1958 déterminant l'échelle des peines applicables aux infractions à la réglementation résultant des délibérations de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 60-10 du 9 février 1960 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française relative à la création d'une charte de l'hôtellerie touristique ;

Vu la délibération n° 66-34 du 28 mars 1966 portant création et organisation de l'office de développement du tourisme ;

Vu la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 créant un régime fiscal de longue durée ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme en sa séance du 29 mars 1967 ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA et 561 AA des 4 janvier et 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1131 TO de M. le gouverneur, chef de territoire, en date du 29 juin 1967, approuvée en conseil de gouvernement le 14 juin 1967 ;

Vu le rapport n° 67-129 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 6 juillet 1967,

Adopte :

Article 1er. — 1. Les établissements touristiques d'hébergement sont de trois types : les hôtels, les relais et les résidences.

2. Chaque type d'établissement comprend les trois classes suivantes :

- luxe,
- grand tourisme,
- tourisme.

### 3. Définition des établissements :

L'hôtel est un établissement commercial d'hébergement classé. Il reçoit principalement une clientèle touristique. Il peut offrir un service de restauration. Il est exploité de façon permanente.

Le relais est un établissement commercial d'hébergement classé. Il reçoit principalement une clientèle touristique. Il offre un service de restauration. Il est exploité de façon permanente. Il est généralement situé à l'écart des centres urbains, dans

les districts de Tahiti, ou dans les îles voisines. Sa structure est généralement pavillonnaire.

La résidence est un établissement commercial d'hébergement classé. Il reçoit principalement une clientèle touristique. Il offre éventuellement un service de restauration. Dans le cas contraire, les unités d'hébergement comportent des installations de cuisine et un coin de repas. Il est généralement agrémenté d'un cadre végétal important. Sa structure doit comporter une partie pavillonnaire.

### 4. Définition des classes :

#### a) Classe luxe :

- *implantation* : un site touristique prestigieux et renommé comme tel ; un environnement qui en accentue l'éclat ; des abords immédiats séduisants ;
- *architecture* : conçue et réalisée en harmonie avec la beauté du site, et accusant la personnalité de celui-ci ;
- *cadre végétal* : naturel ou aménagé, pour l'agrément des hôtes ou pour rehausser le décor du site et des constructions ;
- *très grand confort des unités d'hébergement* : mobilier et décorations conçus et réalisés avec cohérence et raffinement ; éclairage accordé à l'espace et au caractère des unités ;
- *un restaurant* : au moins conforme aux normes indiquées par les tableaux ci-annexés ;
- *locaux communs* : vastes, diversifiés, luxueusement aménagés, piscine obligatoire ;
- *personnel* : haute qualification professionnelle et effectifs correspondant à la qualité de l'établissement.

#### b) Classe grand tourisme :

- *implantation* : un site touristique ; un environnement ; des abords immédiats agréables ;
- *architecture* : conçue et réalisée en harmonie avec les caractères du site ;
- *décor végétal* : naturel ou aménagé, dense ;
- *grand confort des unités d'hébergement* : mobilier, décoration, éclairage de qualité ;
- *un restaurant* : au moins conforme aux normes indiquées par les tableaux ci-annexés ;
- *locaux communs* : spacieux, divers, très confortablement aménagés, piscine recommandée ;
- *personnel* : qualification professionnelle confirmée et effectifs correspondants.

#### c) Classe tourisme :

- *implantation* : un site, un environnement, et un accès immédiat agréable ;
- *architecture* : conçue et réalisée en harmonie avec l'environnement immédiat ;
- *cadre végétal* : pour l'agrément des hôtes et le décor des constructions ;
- *bon confort des unités d'hébergement* : mobilier, décoration, éclairage soignés ;
- *locaux communs* : confortables ;
- *personnel* : bonne qualification professionnelle.

Art. 2.— Chacune des classes énumérées à l'article précédent est déterminée par référence aux normes indiquées par les tableaux ci-annexés.

A titre exceptionnel et dans le seul cas de conditions locales particulières, la commission de classement pourra admettre des dérogations à ces normes.

Art. 3.— Les demandes de classement, expressément formulées par les propriétaires ou par les exploitants sont adressées au directeur de l'office de développement du tourisme.

Ces demandes sont distinctes de celles qu'il est nécessaire de formuler pour obtenir le permis de construire, ou bénéficier d'une exonération fiscale prévue par le code des investissements.

Chaque demande de classement donne lieu à l'établissement, par un agent de l'office de développement du tourisme, d'une fiche de classement conçue en conformité des normes de classement.

Art. 4.— Le classement des hôtels, relais et résidences est fait par une commission ainsi composée :

- |  |           |
|--|-----------|
| — le directeur de l'office de développement du tourisme ou son représentant,   | Président |
| — le chef du service de l'urbanisme, ou son représentant,  | Membre    |
| — le représentant du syndicat des agents de voyage, membre du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme,     | »         |
| — le représentant des transporteurs internationaux, membre du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme,     | »         |
| — le président de la chambre de commerce et d'industrie ou son représentant, choisi pour sa connaissance des questions touristiques, | »         |
| — les deux représentants des hôteliers, association des hôtels de tourisme et syndicat de l'hôtellerie de la Polynésie française,    | »         |

Cette commission prend le nom de *commission de classement et de contrôle des établissements touristiques*.

Ses délibérations donnent lieu à des votes au scrutin secret. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Elle ne peut délibérer valablement si quatre de ses membres ne sont présents.

Le président peut, en outre, appeler, à titre consultatif, toute personne qui, en raison de ses fonctions ou de ses com-

pétences, est susceptible d'éclairer les travaux de la commission.

La commission fixe les modalités des visites et des contrôles périodiques des établissements.

Art. 5.— Le procès-verbal des délibérations de la commission est transmis au président de l'office de développement du tourisme qui prend les décisions de classement.

En cas de contestation, l'affaire est portée devant le conseil d'administration de l'office qui décide en dernier ressort.

La décision intervient dans les trois mois de la transmission du procès-verbal au président de l'office.

Art. 6.— Un panonceau mentionnant la classe à laquelle appartient l'établissement considéré sera conçu par l'office de développement du tourisme. Ce panonceau qui sera réalisé par les exploitants d'après le modèle agréé, sera placé en évidence à l'entrée de l'établissement.

Art. 7.— La commission prévue à l'article 4 est saisie des plaintes transmises par la clientèle, par les professions touristiques, ou par l'office de développement du tourisme, relatives à la tenue et à la marche générale de l'établissement considéré, à la qualité du restaurant et à celle du service.

Sans préjudice des sanctions pénales, les sanctions mises en œuvre par la commission comprennent :

- la recommandation écrite adressée à l'exploitant,
- l'avertissement écrit,
- le déclassement.

Les deux premières sanctions énumérées ci-dessus sont adressées directement par le président de la commission aux intéressés.

La troisième sanction et les recours contre ces décisions sont prononcés dans les mêmes formes que le classement.

Les sanctions sont motivées.

Dans tous les cas, le responsable de l'établissement, ou son représentant, sera entendu.

Art. 8.— Le présent texte abroge et remplace toutes dispositions antérieures et notamment la délibération n° 60-10 du 9 février 1960.

Art. 9.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Jacques TAURAA.

(Voir tableau pages suivantes)

Tableau des normes relatives au classement des établissements touristiques d'hébergement

AMENAGEMENTS	HOTELS			RELAIS			RESIDENCES			OBSERVATIONS
	LUXE	GT	T	LUXE	GT	T	LUXE	GT	T	
Nombre d'unité d'hébergement minimal recommandé .....	100	50	15	50	30	10	50	30	10	
Espace habitable minimum :										
(salles d'eau, penderies, loggia, boudoirs, entrée exclus pour 2 personnes et en m2) .....	20	16	12	20	16	12	20	16	12	
Suites, appartements, bungalows de luxe, comportant double lavabos dans les salles de bain	5 %	4 %		4 %	4 %		4 %			
Salles de bain et bidet fixe, robinets mélangeurs, W.C. séparé .....	100 %	4 %		10 %	4 %		10 %	4 %		
Salles d'eau, W.C. et robinets mélangeurs .....		x	x	x	x	x	x	x	x	
<i>Climatisation :</i>										
- généralisée (dans les chambres : centrale ou autonome) .....	x	x	recom-mandé	x			x			
- partielle .....					x	x		x	x	
<i>Locaux communs :</i>										
- entrée de l'hôtel ou de l'établissement indépendante avec accès couvert .....	x	x	x	x	x		x	x		
- hall de réception et salon contigu (superficie mise en m2) .....	300	150	40	100	80	40	100	80	40	
- salon de lecture et de correspondance .....	x	x	recom-mandé	x	x		x	x	recom-mandé	
- ascenseur distinct de l'ascenseur de S <sup>c</sup> e conduisant au .....	2 <sup>e</sup> niveau	3 <sup>e</sup> niveau	4 <sup>e</sup> niveau				3 <sup>e</sup> niveau	4 <sup>e</sup> niveau		
<i>Equipements :</i>										
- isolation phonique maximale .....	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
- eau chaude et froide à toute heure .....	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
- cabine téléphonique .....	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
- standard téléphonique .....	x	x	x	x			x	x		
- téléphone intérieur dans les chambres .....	x	x		x	x		x	x		
- sonnerie d'appel dans chaque chambre .....			x			x			x	
- téléphone avec le réseau :										
- généralisé et à toute heure .....	x	x		x	x	x	x	x		
- partiel .....			x	x	x	x			x	
- appareils de diffusion de musique et messages .....	x	x	recom-mandé	x	facultatif		x	x		
<i>Service :</i>										
- chef réceptionniste et sa brigade .....	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
- chef bagagiste et son équipe .....	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	
- portier .....	x	x								
- gouvernante et son personnel d'entretien .....	x	x	recom-mandé	x	x		x	x		
- personnel d'accueil (hôtesse) .....	x	x		x	x		x			
- chef jardinier et son équipe .....	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
- langues étrangères à la réception :										
- anglais .....	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	
- espagnol ou allemand .....	x			x			x			
- service dans les chambres (room-service) .....	24 h	x		x	x		x	facultatif	facultatif	
- petit déjeuner servi dans les chambres ou dans le salon .....			x			x	x	facultatif	facultatif	
- parkings distincts réservés aux taxis et aux clients .....	x	x	recom-mandé	x			x	x	x	
- navette réservée à la clientèle .....	x			x			x			
- pressing 24 h .....	x	x	recom-mandé	48 h	48 h	recom-mandé	48 h	48 h	recom-mandé	
- blanchisserie en 24 h .....	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	

AMENAGEMENTS	HOTELS			RELAIS			RESIDENCES			OBSERVATIONS
	LUXE	GT	T	LUXE	GT	T	LUXE	GT	T	
<i>Service : (suite)</i>										
- local repassage à la disposition des clients...	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	x	x	recom-mandé	
- boutiques (journaux - tabacs, etc).....	x	x	recom-mandé	x	x		x	x		
- agence ou bureau de voyage et de location de voiture, bateau.....	facultatif	facultatif		facultatif	facultatif		facultatif	facultatif		
- salon de coiffure .....	x	recom-mandé		facultatif			facultatif			
<i>Restauration :</i>										
- un restaurant de grande renommée (occupa-tion minimum par client 2 m2).....	x			x				facultatif	facultatif	
- un restaurant de bonne renommée.....		x			x		x			
- un restaurant correct.....			facultatif			x				
- occupation minimum par client en m2.....		1,5 m2			1,5 m2	1 m2				ou local d'accueil des ex-cursionnistes ou pas-sagers des paquebots de croisière
- salle de banquets.....	x	x		x	x		x			
<i>Equipements :</i>										
- cuisine (plans et installations approuvés)....	x	x	x	x	x	x	x			
- cave.....	x	x		x	x		x			
<i>Service :</i>										
- un directeur.....	x			x			x			
- un 1 <sup>er</sup> maitre d'hôtel et sa brigade par res-taurant.....	x	x	facultatif	x	x	x	x			
- un chef de cuisine et son remplaçant et sa brigade.....	x	x	facultatif	x	x	x	x			

DECISION n° 2654 AA du 8 août 1967 portant retrait provisoire de la carte professionnelle d'étranger de M. Yu Tsuen Ly Fou Kho c.i. n° 8675.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouverne-ment des Etablissements français de l'Océanie et les actes mo-dificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les infractions répétées du sieur M. Yu Tsuen Ly Fou Kho c.i. n° 8675 en ce qui concerne la réglementation en matière d'hygiène, de permis de construire et d'ouverture d'établissements classés constatées par procès-verbaux n° 1794 du 3 mai 1966 par la gendarmerie pour défaut de permis de cons-truire et n° 7 du 19 mai 1967 par le service d'hygiène,

#### Décide :

Article 1er.— La carte professionnelle d'étranger est retirée à M. Yu Tsuen Ly Fou Kho c.i. n° 8675, commerçant, pour une durée indéterminée. Elle ne pourra lui être rendue qu'après :

1°) achèvement complet des travaux d'aménagement prescrit par le service de l'urbanisme et le service d'hygiène en ce qui concerne d'une part, le magasin de boulangerie si-tué à Faava P.K. 6,900, d'autre part, le super marché en construction au P.K. 4,800.

2°) régularisation de sa situation au regard de la législation en vigueur sur les permis de construire, l'hygiène et les éta-blislements classés.

Art. 2.— Le service des affaires administratives, le service d'hygiène et le service de l'urbanisme et de l'habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera enregistrée et publiée partout où be-soin sera.

Papeete, le 8 août 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2688 AA/DOM du 9 août 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-82 du 6 juillet 1967 de l'assem-blée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouverne-ment des Etablissements français de l'Océanie et les actes mo-dificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

#### Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-82 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie

française, autorisant la location de trois parcelles de terre du « Domaine de Taravao » d'une superficie d'1 ha 50 a, au profit de la société « Pointet - Girard ».

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 août 1967.

Jean SICURANI.

**DELIBERATION** n° 67-82 du 6 juillet 1967 *autorisant la location de trois parcelles de terre du « Domaine de Taravao » d'une superficie de 1 ha 50 a, au profit de la société « Pointet - Girard ».*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les arrêtés n° 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1071 DOM en date du 12 avril 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 12 avril 1967 ;

Vu le rapport n° 67-126 en date du 4 juillet 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 6 juillet 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire est autorisé à accorder à la société chimique « Pointet - Girard », filiale de la société biologique française S.A., représentée dans le territoire par M. Maurice Labaysse, trois parcelles du « Domaine de Taravao » à Afaahiti, d'une superficie totale de : 1 ha 50 a environ.

Cette location d'une durée de vingt cinq années est consentie moyennant un loyer annuel d'un franc.

Art. 2.— Cette location sera consentie outre les charges et conditions habituelles, à la condition particulière ci-dessous :

— Le matériel végétal existant, en l'occurrence le quinquina devra être préservé et aucun prélèvement d'écorce (sauf à titre d'échantillon) ne pourra avoir lieu sans l'accord formel de l'administration du territoire.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Elie SALMON.

**ARRÊTÉ** n° 2689 AA du 9 août 1967 *clôturent la session ordinaire de l'assemblée territoriale.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les arrêtés n° 6 et 561 AA des 4 janvier et 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 9 août 1967,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— La session ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, convoquée le 9 mai 1967 à 9 heures, est déclarée close le jeudi 6 juillet 1967 à 17 heures.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 août 1967.

Jean SICURANI.

**ARRETE** n° 2691 PEL du 9 août 1967 *prorogeant les pouvoirs des membres des commissions administratives paritaires des cadres territoriaux de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963 portant transformation du statut général des cadres supérieurs et secondaires de la Polynésie française en statut général des cadres territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1137 PEL du 15 mai 1964 fixant les statuts particuliers, les échelonnements indiciaires et le régime de congé des fonctionnaires des cadres du territoire de la Polynésie française, et plus particulièrement les articles 129 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 3018 PEL du 5 décembre 1964 portant nomination des membres des commissions administratives paritaires des cadres territoriaux de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1463 PEL du 2 mai 1967 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires des cadres territoriaux ;

Sur proposition des organisations syndicales intéressées ;

Le conseil de gouvernement entendu en sa séance du 9 août 1967,

Arrête :

Article 1er.— Les pouvoirs des membres des commissions administratives paritaires des cadres territoriaux de la Polynésie française sont prorogés pour une durée d'un an à compter du 5 décembre 1967.



Art. 2.— La décision n° 1463 PEL du 2 mai 1967 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires des cadres territoriaux est rapportée.

Art. 3.— Seront considérés comme définitifs les travaux d'avancement 1967 concernant les fonctionnaires des cadres territoriaux qui n'auront pas demandé l'intégration prévue à l'article 2 de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 août 1967.

Jean SICURANI.

**DÉCISION n° 2710 FT du 11 août 1967 accordant une subvention.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une subvention de cent quinze mille (115.000) francs est accordée pour 1967 à la fédération des missionnaires volontaires de la Polynésie française.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le conseiller aux affaires administratives  
chargé de l'expédition des affaires courantes  
du secrétariat général,

R. GAUGER.

**DÉCISION n° 2751 TP du 11 août 1967 habilitant l'automobile club de Tahiti à délivrer les permis de conduire internationaux.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la demande du 5 mai 1967 de l'automobile club de Tahiti tendant à obtenir l'autorisation de délivrer les permis de conduire internationaux ;

Vu l'avis favorable du service des travaux publics et des mines,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'automobile club de Tahiti, filiale de l'automobile club de France, est habilité à délivrer les permis de conduire internationaux.

Art. 2. — Le montant des frais d'établissement du permis sera fixé en accord avec les autorités administratives compétentes.

Art. 3. — La date de prise d'effet de la présente décision est celle de sa signature.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1967.

Jean SICURANI.

**ARRÊTÉ n° 2764 AA/F du 11 août 1967 rendant exécutoires les délibérations n°s 67-98 et 67-99 du 11 août 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendues exécutoires les délibérations du 11 août 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française :

- n° 67-98 : portant modification du budget local pour l'exercice 1967 ;

- n° 67-99 : créant dans le territoire de la Polynésie française une caisse de soutien des prix du coprah.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete le 11 août 1967.

J. SICURANI.

**DÉLIBÉRATION n° 67-98 du 11 août 1967 portant modification du budget local pour l'exercice 1967.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 67-86 du 6 juillet 1967, donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial de 1967 ;

Vu la lettre n° 1164 FT du 11 août 1967, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-143 en date du 11 août 1967 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 11 août 1967,

**ADOpte :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le budget local de fonctionnement pour l'exercice 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Désignation	Crédit	
			annulé	ouvert
29	8	Provision pour contribution à pension	29.000.000	
42	7	Caisse de stabilisation des cours du coprah		10.000.000
42	9 nouveau	Caisse de soutien des prix du coprah		19.000.000

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
Jean SALMON.

Le président,  
Elie SALMON.

**DÉLIBÉRATION n° 67-99 du 11 août 1967 créant dans le territoire de la Polynésie française une caisse de soutien des prix du coprah.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions

de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret n° 54-1021 du 14 octobre 1954 ;

Vu la délibération n° 67-86 en date du 6 juillet 1967 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1164 FT du 11 août 1967, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-143 en date du 11 août 1967 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 11 août 1967,

**ADOpte :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé dans le territoire de la Polynésie française une caisse de soutien des prix du coprah qui constitue un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Cette caisse a pour but d'assurer la régularisation des prix d'achat du coprah aux producteurs.

**TITRE I**

**ORGANISATION ADMINISTRATIVE**

Art. 2. — La caisse est gérée par un comité ainsi composé :

- Représentants des intérêts généraux :

2 représentants de l'assemblée territoriale

2 représentants de l'administration

- Représentants des producteurs :

Un producteur désigné par l'assemblée territoriale

Un producteur désigné par la chambre d'agriculture

Un producteur désigné par le chef du territoire

- Représentants du commerce :

Un représentant désigné par la chambre de commerce et d'industrie

Un commerçant ou un industriel désigné par le chef du territoire.

Les membres du comité sont nommés pour 2 ans pour autant qu'ils conservent les qualités en lesquelles ils ont été désignés ; leur mandat est renouvelable et leur fonction est gratuite. La liste des membres fait l'objet d'un arrêté du chef du territoire.

Assistent en outre au comité de gestion avec voix consultative le trésorier-payeur et, éventuellement, tout autre personne dont l'avis apparaîtrait utile au comité.

Un commissaire du gouvernement est placé auprès du comité de gestion. Il est désigné par arrêté du chef du territoire et exerce ses fonctions dans les formes prévues à l'article 5 du décret du 14 octobre 1954.

Le comité de gestion élit parmi ses membres un président et un vice-président qui peut être appelé, s'il y a lieu, à suppléer le président.

Le comité de gestion se réunit en session ordinaire au moins une fois par an. Si les circonstances l'exigent, le chef du territoire provoque la réunion du comité en session extraordinaire.

Art. 3. — Les délibérations du comité ne sont valables que si les deux tiers au moins des membres en exercice sont présents. Leurs noms figurent au procès-verbal.

Les déclarations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 4. — Le chef du service des affaires économiques de la Polynésie française est directeur de la caisse et assure l'exécution des décisions du comité de gestion. Il assiste aux séances de ce comité.

La gestion administrative de la caisse est assurée par le personnel du service des affaires économiques. Toutefois, si besoin est, le directeur pourra engager du personnel de bureau supplémentaire, avec l'approbation du chef du territoire.

Les conditions de recrutement et les rémunérations de ce personnel sont fixées par le comité de gestion, selon la même procédure.

## TITRE II

### RECETTES ET DEPENSES

Art. 5. — La caisse de soutien des prix du coprah est alimentée par les ressources suivantes :

a) les subventions du budget local ;  
b) les versements effectués par " l'huilerie de Tahiti " lorsque le prix de commercialisation défini à l'article 10 de la convention d'établissement de l'huilerie sera supérieur au prix d'intervention fixé par arrêté du chef de territoire en conseil de gouvernement sur proposition du comité de gestion ;

c) les avances qui lui seraient consenties par le fonds national de régularisation des cours des produits d'outre-mer ;

d) toute subvention qui pourrait être versée par un organisme de la communauté économique européenne se rapportant à la politique commune des oléagineux.

Art. 6. — Le programme annuel d'emploi des fonds de la caisse, établi par le directeur, est arrêté chaque année par le comité de gestion.

Ces fonds sont utilisés :

1) Par priorité pour le maintien du prix d'intervention à payer aux producteurs, lorsque ce prix est supérieur au prix de commercialisation défini à l'article 10 de la convention d'établissement de l'huilerie ;

2) Pour le remboursement, s'il y a lieu, des avances consenties par le fonds national de régularisation des cours des produits d'outre-mer et les obligations découlant de ces emprunts ;

3) Pour la couverture des dépenses de fonctionnement.

## TITRE III

### REGIME FINANCIER

Art. 8. — Les opérations de la caisse sont suivies par exercice, commençant le 1<sup>er</sup> janvier et se clôturant le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice commencera à la date de mise en application du présent texte.

Art. 9. — Le directeur passe, au nom de la caisse, tous actes, contrats, marchés ou adjudications, procède à l'établissement des titres de recettes, à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses.

Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses et de l'émission des titres de recettes ou de paiement qu'il transmet à l'agent comptable.

Il établit un compte administratif par exercice et un rapport sur les opérations effectuées par la caisse au cours de l'exercice considéré.

Art. 10. — La comptabilité de la caisse est tenue par un agent comptable conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 1912. L'agent comptable est nommé par le chef du territoire en conseil de gouvernement sur proposition du comité de gestion et après avis du comptable supérieur du territoire.

Art. 11. — Le rapport et le compte administratif du directeur sont soumis au comité de gestion, qui reçoit par ailleurs communication du compte de gestion de l'agent comptable.

Le rapport et le compte administratif du directeur, accompagnés des observations du comité de gestion, sont transmis pour approbation au chef du territoire en conseil de gouvernement dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice considéré.

Art. 12. — Un arrêté du chef du territoire, pris en conseil de gouvernement fixera les modalités d'application de la présente délibération en ce qui concerne la gestion financière et comptable de la caisse.

Art. 13. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*

Jean SALMON.

*Le président,*

Elie SALMON.

ARRETE n° 2765 AE du 11 août 1967 *preservant la déclaration des stocks de coprah.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 relatif à la procédure de publication d'urgence sur la proposition du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 11 août 1967,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — A la date du 15 août 1967, avant toute opération commerciale, les exportateurs de coprah, les acheteurs de coprah, les huiliers devront déclarer les stocks qu'ils détiennent en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Ces déclarations établies en deux exemplaires comporteront : le nom du détenteur ou du commerçant, le nombre de sacs, le poids brut, le poids net, le lieu de stockage.

Elles devront être soumises au visa du chef de la section du conditionnement à Papeete, des experts désignés pour les îles Sous-le-Vent, du chef de poste ou du chef de district dans les districts des îles du Vent, aux îles Marquises, Tuamotu, Gambier et Australes.

Le premier exemplaire sera transmis au chef du service des affaires économiques par l'autorité qui aura visé la déclaration, le second exemplaire sera rendu au déclarant.

Art. 2.— A la date du 15 août 1967 avant toute opération commerciale les armateurs ou leurs représentants à bord des goélettes devront établir en deux exemplaires une déclaration de stocks de coprah embarqués. Ils devront faire viser cette déclaration par le chef, l'agent de police (mutōi) ou le gendarme de la première île où toucheront leurs navires à cette date ou dans les jours qui suivront.

La déclaration indiquera :

- le nom de l'armateur,
- le nom de la goélette,
- le tonnage embarqué.

Au retour de la goélette à Papeete un exemplaire de chaque déclaration devra être remis au service des affaires économiques.

Art. 3.— Dans les circonscriptions des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, tout vendeur d'un stock déclaré le 15 août 1967 devra exiger de son acheteur un récépissé qui sera tenu pendant trois mois à la disposition des agents de contrôle.

Dans les circonscriptions des îles Tuamotu-Gambier, Marquises et Australes, tout armateur, subrécargue ou acheteur de coprah à bord d'un navire devra à compter du 15 août 1967 et jusqu'au 15 novembre 1967, exiger de tout acheteur local qui lui offrirait du coprah qu'il lui présente sa déclaration de stock au 15 août 1967. En cas d'achat de ce stock, l'acheteur apposera sur la déclaration la mention :

"Acheté . . . kgs de coprah le . . . à . . . frs le kilo chargé sur navire . . .", et rendra, après signature, cette déclaration annotée au vendeur qui la conservera jusqu'au 15 novembre 1967, pour justifier de l'écoulement de son stock déclaré tant auprès des agents du contrôle que des acheteurs qui se présenteront ultérieurement.

En outre pendant la même période, tout acheteur de coprah à bord d'un navire devra établir par aventure la liste individuelle des personnes qui lui auront vendu du coprah indiquant, en face de chaque nom, la qualité de chacun (commerçant ou producteur), la date de la transaction, la quantité achetée, le prix unitaire payé. Cette liste devra être déposée au service des affaires économiques dès retour du navire à Papeete.

Art. 4.— Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par le décret du 2 mai 1939.

Art. 5.— Le chef du service des affaires économiques et les chefs de circonscriptions administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié suivant la procédure d'urgence.

Papeete, le 11 août 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTE n° 2766 AE du 16 août 1967 fixant les prix payables aux producteurs de coprah.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933, relatif à la procédure de publication d'urgence ;

Vu l'arrêté n° 1927 AE du 29 juillet 1965 fixant les prix payables aux producteurs de coprah ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 16 août 1967,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 16 août 1967 les nouveaux prix d'achat minima du coprah aux producteurs sont fixés comme suit :

#### A PAPEETE :

coprah local stocké magasin, très sec, qualité dite « Tuamotu », rendu quai Papeete . . . . .	15 frs CP le kg
coprah Tuamotu - Gambier - Australes et Marquises rendu quai Papeete . . . . .	15 frs CP le kg
coprah ordinaire dit local en vrac . . . . .	14,25 frs CP le kg

#### AUX ILES TUAMOTU-GAMBIER-AUSTRALES ET MARQUISES :

coprah rendu baleinière, selon l'usage du lieu . . . . .	11,54 frs CP le kg
prix payable par l'acheteur local au producteur . . . . .	10,39 frs CP le kg

#### AUX ILES SOUS-LE-VENT :

##### A Uturoa (Raïatea) et Fare (Huahine) :

coprah stocké dit Tuamotu, en vrac . . . . .	14,11 frs CP le kg
--	--------------------

##### A Vaitape (Bora-Bora) :

coprah stocké dit Tuamotu, en vrac . . . . .	14 frs CP le kg
--	-----------------

##### A Maupiti :

coprah stocké dit Tuamotu, en vrac . . . . .	13,84 frs CP le kg
--	--------------------

##### A Maiao :

coprah rendu baleinière . . . . .	12,41 frs CP le kg
coprah acheté à terre . . . . .	11,17 frs CP le kg

Les nouveaux prix sont applicables au coprah qui entrera en commercialisation à partir du 16 août 1967. Le coprah acheté auparavant et qui devra, à cette date, être déclaré par le détenteur conformément aux dispositions de l'arrêté n° 2765 AE du 11 août 1967 poursuivra sa commercialisation aux prix fixés par l'arrêté n° 1927 du 29 juillet 1965.

Art. 2.— Le chef du service des affaires économiques, les chefs de circonscriptions administratives et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 16 août 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 2827 AA du 22 août 1967 - Exercice de la pharmacie - Licence n° 5.

(Annexe IV - Art. 19.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires

d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie et notamment son article L 570 ;

Vu le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et notamment son article 8 ;

Vu la demande présentée par Madame Parfait Jessie, Antonia née Bambridge, en vue d'obtenir la licence d'exploiter une officine de pharmacie à Papeete ;

Vu l'avis du comité des délégués de la 3<sup>e</sup> sous-section de la section F de l'ordre des pharmaciens ;

Sur proposition du chef du service de la santé publique ;

Vu l'arrêté n° 2538 AA du 1<sup>er</sup> août 1967 complétant l'arrêté n° 380 AA du 7 février 1967 qui modifie l'arrêté 1615 S du 3 décembre 1955,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Madame Parfait Jessie, Antonia née Bambridge, pharmacienne, est autorisée à créer une officine de pharmacie, située à Papeete (Tahiti) - immeuble du Diadème - rue du général de Gaulle.

Art. 2.— La présente autorisation cessera d'être valable si, dans un délai de six mois, l'officine n'a pas été ouverte au public.

Art. 3.— Si, pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, la pharmacienne propriétaire ou ses héritiers devront renvoyer la présente licence à la direction de la santé publique.

Fait à Papeete, le 22 août 1967.

J. SICURANI.

DÉCISION n° 2828 AA du 22 août 1967 portant suppression définitive d'un élevage de lapins.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'infraction n° 12 du 4 août 1967 du service d'hygiène des districts,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>.— L'élevage de lapins exploité par M. Roger Goven, de nationalité britannique, situé à Punaauia P.K. 14 est, définitivement, supprimé.

Art. 2.— Le chef de la circonscription des îles du Vent, le service d'hygiène des districts et la gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision qui sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete le 22 août 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 2835 CD du 23 août 1967 rendant exécutoires, divers rôles d'impôts, perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1967.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 4220 AA/F du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial pour 1967 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 23 août 1967,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local pour l'exercice 1967, s'élevant à la somme totale de : cent soixante cinq millions cent quatre vingt huit mille cent dix-huit francs (165.188.118.-), savoir :

#### PERCEPTION DE TAHITI.

##### Rôle n° 23 - Exercice 1967.

Impôt sur les sociétés.....	160.612.760	*
Total de la perception.....	160.612.760	*

#### PERCEPTION DE TAHITI.

##### Rôle n° 24 - Exercice 1967.

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.....	4.575.358	*
Total de la perception.....	4.575.358	*
Total général.....	165.188.118	*

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 15 septembre 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 août 1967.

Jean SICURANI.

## EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

## FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 2376 PEL du 24 juillet 1967.— Les infirmiers et infirmières stagiaires du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent, sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon

de leur grade, et promus au 2<sup>me</sup> échelon, indice 170 (grade d'adjoint) échelle 1B, catégorie B, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1967 :

Mme Rozier Sophie, M. Rakino Patoroba Tetopata dit Arakino Barthélémy, Mlle Sandford Nancy, M. Teraiamano Edmond, Mlle Teiefitu (Papa) Taihoranui, Mme Ariotima née Sarciaux Edith, Mme Maui Irène, Mme Fareata Ierei.

Par arrêté n° 2377 PEL du 24 juillet 1967.— Les gardiens de la paix stagiaires (catégorie D) du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent, sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon de leur grade, et promus au 2<sup>me</sup> échelon, indice 125, pour compter des dates ci-dessous indiquées :

*Pour compter du 15 mars 1967 :*

Langomazino Dag, Poroi Robert, Bryant Willie, Doom Alexis.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1967 :*

Moevai Jean, Doucet Roland, Alves Joaquim, Salmon Régis, Pai Calixte.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967 :*

Chave Teriitua, Urima Félix, Rochette France.

Par arrêté n° 2378 PEL du 24 juillet 1967.— Les moniteurs stagiaires du corps des moniteurs d'agriculture et d'élevage du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent, sont autorisés à redoubler leur année de stage pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967 :

Salmon Yves, Mateau Teihihotaata, Coulon Paul.

Par arrêté n° 2447 PEL du 26 juillet 1967.— Les moniteurs d'agriculture et d'élevage stagiaires (catégorie D) du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent, sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon de leur grade, et promus au 2<sup>me</sup> échelon, indice 125, pour compter des dates ci-dessous indiquées :

*Pour compter du 1<sup>er</sup> août 1967 :*

Tepua Tane,  
Brothers Jean,  
Ehu Rollon.

*Pour compter de 1<sup>er</sup> juillet 1967 :*

Teariki Daniel.

Par arrêté n° 2472 PEL du 28 juillet 1967.— Les agents techniques et préposés stagiaires (catégorie D) du cadre territorial des postes et télécommunications dont les noms suivent, sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon de leur grade, et promus au 2<sup>me</sup> échelon, indice 125, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967 :

M. Taufa Célestin, M. Chavez Edwin, Mme Jourdain Edna, Mlle Sarciaux Norah, Mme Nordman Shisbé, Mlle Ellacott Jeanne, Mme Tura Anita, M. Moua Jean-Claude, Mlle Wan Alice, M. Ihorai Bob.

Les agents des installations et agents d'exploitation stagiaires (catégorie C) du cadre territorial des postes et télécommunications dont les noms suivent, sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon de leur grade, et promus au 2<sup>me</sup> échelon, indice 160, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967 :

Mme Fuller Adèle (née Piehi), M. Chaves Francis, Mlle Villant Lovina, M. Tchén Chi Yen Emile, Mme Mollon Esther, Mlle Temarii Brigitte, Mlle Amaru Virginia, Mlle Vivish Mi-

reille, Mlle Cérans-Jérusalémy Marie-Hélène, M. Chaves Edouard, Mlle Sandford Maeva, Mlle Arai Hélène, Mlle Lehartel Nicole, Mlle Stimson Julia, M. Richmond Daniel, M. Degage Sylvain, M. Conroy Yves.

Par décision n° 2584 PEL du 3 août 1967.— M. Nicoulaud Jean-Pierre, ingénieur horticulteur, volontaire de l'aide technique, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 12 juillet 1967, et arrivé à Papeete le 14 juillet 1967, est mis à la disposition du chef du service de l'économie rurale pour servir en qualité de chef de la section parcs et jardins.

M. Nicoulaud Jean-Pierre sera rémunéré de la façon suivante :

1°) Du 7 juillet 1967 au 13 juillet 1967 inclus, il percevra une indemnité journalière de 15 francs métropolitains ;

2°) A compter du 14 juillet 1967, il percevra une indemnité mensuelle de subsistance de 1320 francs métropolitains, s'il ne bénéficie pas d'un logement meublé, une indemnité mensuelle de 400 francs métropolitains.

Il percevra en outre une indemnité d'équipement de 500 francs métropolitains.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 15 article 4 - paragraphe 3.

Par décision n° 2597 PEL du 4 août 1967.— M. Jurd Marcel, secrétaire d'administration de 8<sup>me</sup> échelon, échelle 2B du corps des secrétaires d'administration du territoire, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 19 juillet 1967 et arrivé à Papeete le 20 juillet 1967, est remis à la disposition du trésorier-payeur de la Polynésie française.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chap. 31 - 31 - art. 2.

Par décision n° 2617 PEL du 4 août 1967.— Mlle Atuahiva Tehea, engagée à l'essai pour une période de trois mois à compter du 16 mai 1967 en qualité de secrétaire à l'imprimerie officielle, est maintenue en fonctions en la même qualité à titre temporaire et pour une durée indéterminée.

Par décision n° 2644 PEL du 7 août 1967.— Mlle Annick Holozet, secrétaire d'administration de 3<sup>me</sup> échelon (échelle 1B, catégorie B), est chargée, outre ses fonctions, d'effectuer la traduction des correspondances en langue anglaise.

Mlle Annick Holozet percevra à ce titre une rémunération forfaitaire mensuelle de 4.800 fr CP sur présentation d'un certificat de service fait délivré par le chef du service des affaires administratives.

La dépense en résultant est imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121 - article 4.

La présente décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967.

Par arrêté n° 2670 PEL du 8 août 1967.— Est acceptée la démission de son emploi offerte par Mme Spitz Norma, secrétaire d'administration de 1<sup>er</sup> échelon, catégorie B, du cadre territorial de la Polynésie française.

Mme Spitz Norma, en situation irrégulière depuis le 15 mai 1963, date d'expiration de sa disponibilité sans solde, est rayée, pour compter de la même date, des contrôles du corps des secrétaires d'administration du cadre territorial.

Par décision n° 2693 PEL du 9 août 1967.— Mme Trapp Henriette née Perry est réintégrée en 2<sup>me</sup> année d'études à l'école territoriale d'infirmiers et infirmières pour compter du 16 septembre 1967.

L'intéressée bénéficiera, à compter du 16 septembre 1967 et pendant l'année scolaire 1967-68, de l'allocation prévue par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967.

Par arrêté n° 2720 PEL du 11 août 1967.— M. Lonjon Gaétan, instituteur de 9<sup>me</sup> échelon, échelle 2 B, catégorie B, du corps des instituteurs du cadre territorial, détaché auprès de l'administrateur supérieur, chef du territoire des îles Wallis et Futuna, est réintégré à compter du 6 juillet 1967 dans son corps d'origine.

Imputation budgétaire : chapitre 25-2 du budget du territoire :

Pour compter de la même date, M. Lonjon Gaétan est placé en congé de maladie de trois mois.

Par arrêté n° 2721 du 11 août 1967.— En application des dispositions de l'article 98 de la délibération n° 63 - 2 du 18 janvier 1963, la disponibilité accordée à Mme Gillot née Marcillac Anne-Marie, institutrice de 2<sup>me</sup> échelon du grade d'adjoint, catégorie B, du corps des institutrices du cadre territorial, est prorogée pour une durée de deux ans à compter du 8 juillet 1967.

Par arrêté n° 2750 PEL du 11 août 1967.— M. Doom John, conducteur de 2<sup>me</sup> échelon, échelle 1 B, catégorie B du corps des conducteurs d'agriculture et d'élevage du cadre territorial, placé précédemment en position de détachement auprès des services de la radiodiffusion française à Papeete, est réintégré, à compter du 15 août 1967, dans son corps d'origine.

Pour compter de la même date, M. Doom John, est placé dans la position de détachement auprès de la commune de Pirae pour exercer les fonctions de secrétaire général de mairie.

Pendant la durée de son détachement, M. Doom John sera astreint à verser le montant de la retenue pour pension sur la base de son grade dans le corps des conducteurs d'agriculture et d'élevage.

La rémunération de l'intéressé et les avantages annexes ainsi que la retenue complémentaire pour pension seront pendant la même période à la charge de la commune de Pirae.

Par arrêté n° 2752 PEL du 11 août 1967.— M. Allain Romuald, secrétaire de 4<sup>me</sup> échelon, échelle 1 B, catégorie B du corps des secrétaires d'administration du territoire, détaché auprès de la commune de Pirae pour exercer les fonctions de secrétaire de mairie, est réintégré à compter du 16 août 1967 dans son corps d'origine et réaffecté, à la même date, au service des douanes.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121 - article 4.

Par arrêté n° 2763 PEL du 11 août 1967.— Un congé de 31 jours est accordé à M. Brothers Dick, moniteur stagiaire du corps des moniteurs d'agriculture et d'élevage du cadre territorial, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1967 (13 jours au titre de l'année 1966 et 18 jours au titre de l'année 1967).

M. Brothers Dick est licencié pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1967, et rayé, pour compter de la même date, des contrôles du corps des moniteurs d'agriculture et d'élevage.

Par décision n° 2785 PEL du 18 août 1967.— M. Mazzoli Maurice, adjudant-chef-infirmier, embarqué sur le paquebot "Calédonien" quittant Marseille le 4 juillet 1967 et arrivé le 1<sup>er</sup> août 1967 à Papeete, est mis à la disposition du chef du service de santé, pour servir en qualité de manipulateur-radio à l'hôpital de Papeete, en remplacement de M. Caubet Jean, rapatriable pour fin de séjour.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 4191 - article 11.

Par décision n° 2786 PEL du 18 août 1967.— M. Casteran Michel, médecin-capitaine, embarqué à Paris-Orly le 19 juillet 1967 et arrivé à Papeete le 20 juillet 1967 par avion de la compagnie UTA, est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir en qualité de médecin-chef à l'hôpital de Taravao, en remplacement du médecin-capitaine Rouanet rapatriable pour fin de séjour.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 4191 - article 11.

\* \* \*

## AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 2571 AA du 2 août 1967.— Une dispense d'âge est accordée à Mlle Van Bastolaer Yasmine, née le 1<sup>er</sup> janvier 1953 à Tautira, en vue de son prochain mariage avec le sieur Aissou Mâamar, né le 5 avril 1945 à Chasserion (Algérie).

Ampliation du présent arrêté sera annexé aux registres de l'état-civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Par décision n° 2574 AA du 3 août 1967.— M. Anglo, inspecteur des brigades des douanes, est habilité à assurer la défense de M. Teria René, préposé des douanes, victime d'un accident de service survenu le 2 mai 1967, devant le tribunal civil de première instance.

L'action judiciaire est intentée par le territoire contre M. Romain Magnier, responsable de cet accident.

\* \* \*

## ENSEIGNEMENT

Par décision n° 2539 E/IA du 1<sup>er</sup> août 1967.— Sont renouvelés pour l'année scolaire ou universitaire 1967-1968, les bourses ou aides scolaires des élèves ou étudiants dont les noms suivent :

### Bourse de catégorie C :

Tchin Jean.

### Bourses de catégorie D :

Chalons Octave, Chong Henri, Dexter Ramon, Drollet Jacques, Gooding Gaston, Hotham Marie-France, Lam Cheong Jeanne, Lam Joseph, Lan Kun Moy Françoise, Lo A Poug Lo Ching, Liao Robert.

Aide scolaire (égale au montant d'une bourse de catégorie D) :

Allain Joël, Barral Jean-Paul, Shan Ho Foc Hirmine.

Une bourse entière est accordée pour l'année universitaire 1967-1968 à chacun des élèves ou étudiants dont les noms suivent :



*Bourse de catégorie B :*

Galenon Patrick.

*Bourses de catégorie C :*

Guillots Claude, Leou Yen Fa.

*Bourses de catégorie D :*

Chansin Charles, Chong Roger, Chungue Léonard, Colombani Adrien, Colombani Patrice, Drollet Solange, Florian Jacques, Garcia Anne, Leboucher Gilles, Man Hen Martine, Narigou Mireille, Nouveau Marius, Percevault Françoise, Ver-naudon Joël, Wong Léon.

Une aide scolaire égale au montant du passage Papeete-Paris, par avion, au tarif étudiant, est accordée à l'élève :

Holland Gilles.

\* \* \*

## FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 2760 FT du 11 août 1967.— M. Beuchet André, agent technique mécanicien de 9<sup>me</sup> échelon, catégorie C, du corps territorial des agents techniques mécaniciens des travaux publics de la Polynésie française est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 10 septembre 1967, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge.

Par arrêté n° 2761 FT du 11 août 1967.— Mme Teururai Marie-Louise née Garet institutrice de 2<sup>me</sup> échelon, catégorie B, échelle 1 B du corps territorial des instituteurs et institutrices de la Polynésie française, est admise sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 7 octobre 1967.

\* \* \*

## OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Par décision n° 2619 OPT du 4 août 1967.— Une autorisation d'absence de 24 jours à compter du 21 août 1967 est accordée à M. Tefaatau Eritaia, agent d'exploitation du cadre latéral des postes et télécommunications, en application des dispositions de l'article 24 du décret du 2 mars 1910.

\* \* \*

## PÊCHE

Par décision n° 2690 P du 9 août 1967.— Est accordée à M. Bégon, Docteur en médecine, demeurant à Papeete, une autorisation temporaire d'occupation d'une parcelle du domaine public maritime d'une surface approximative de un hectare et située au droit d'une terre (Vaioirie) lui appartenant à Opoa (Raiaeta).

Le service de la pêche fixera les limites exactes de cette parcelle dont l'usage est exclusivement réservé à des travaux d'ostréiculture.

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant à tout moment moyennant une redevance de principe de un (1) franc par an, pour une période de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de publication de la présente décision.

\* \* \*

## TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 2709 TLS du 11 août 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris, en classe économique, par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 30 août 1967, sera délivrée au bénéfice de M. Paari Tuariitahi, évacué sanitaire.

Les frais d'hospitalisation et de traitement de l'intéressé en Métropole, ainsi que ses frais de rapatriement seront pris en charge par le budget territorial.

Avant son départ de Papeete, l'intéressé bénéficiera d'un viatique de dix mille francs (10.000 F CP) pour son équipement.

Ces dépenses sont imputables au budget local, chapitre 46, article 3.

## AVIS OFFICIELS

BAIL 67-234 du 3 août 1967 par le territoire de la Polynésie française et le port autonome de Papeete à la société « Huilerie de Tahiti ».

## ENTRE :

I — a) Le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Jean Sicurani, gouverneur, chef du territoire,

Agissant en vertu de la délibération n° 67-57 du 25 mai 1967 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 1982 AA du 16 juin 1967 et de l'arrêté n° 2461 AA du 26 juillet 1967 portant remise au territoire, en vue de leur affectation au port autonome de Papeete, des ouvrages construits sur les crédits du chapitre 68-94 du budget de l'Etat,

Assisté du chef du service des finances et de la comptabilité, commissaire du gouvernement près le conseil d'administration du port autonome de Papeete et du chef du service des domaines et de la propriété foncière,

b) Le port autonome de Papeete représenté par M. Robert Hervé, président du conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Agissant en vertu d'une délibération n° 6-67 du conseil d'administration du port autonome de Papeete en date du 20 juillet 1967, dont un exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présentes,

Ci-après dénommés « les Bailleurs »,

## D'UNE PART,

II — Et la société "Huilerie de Tahiti" société anonyme au capital de 35.000.000 de francs dont le siège social est à Papeete (Fare-Ute), inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 226 B du registre analytique.

Représentée par M. Julien Siu, soussigné, agissant au nom et comme président du conseil d'administration de ladite société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement délégués par ledit conseil au cours de sa séance du 29 juin 1967 dont un extrait du procès-verbal demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

Ci-après dénommée « le Preneur ».

## D'AUTRE PART.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les bailleurs donnent par les présentes à bail pour une durée de cinquante années au preneur qui accepte à compter de ce jour, les biens immeubles dont la désignation suit, étant toutefois entendu que le port autonome de Papeete se réserve la

jouissance partielle et temporaire du silo à coprah pour y entreposer une quantité maximale de 2.200 tonnes de coprah jusqu'à leur exportation et ce pour permettre au G.E.C.O.F. d'exécuter ses obligations commerciales.

#### DESIGNATION :

1<sup>o</sup> — Un terrain sis à Papeete dans l'enceinte du port, dépendant des terre-pleins du quai de cabotage, d'une superficie de : huit mille huit cent quarante mètres carrés, (8.840 m<sup>2</sup>) dont 2.040 m<sup>2</sup>, construits, et limité comme suit :

- Au nord-est, par le surplus des terre-pleins du quai de cabotage sur 50 m. suivant la limite AB du plan ci-joint.
- Au sud-est, par la façade côté quai du hangar-silo à coprah et son prolongement sur une longueur totale de 147,50 m. et suivant la limite AE du plan joint.
- Au nord-ouest, par une courbe BCD de 149,50 m. environ située à 15 m. de l'axe de la route menant du pont de Taunua à Motu-Uta.
- Au sud-ouest, par le surplus des terre-pleins du quai de cabotage sur 61 m. et suivant la limite DE du plan joint.

2<sup>o</sup> — Le hangar à usage de silo à coprah édifié sur ledit terrain, d'une superficie de 2.040 m<sup>2</sup>, formant partie d'un hangar plus important dont le surplus est expressément exclu du présent bail.

Ainsi que le tout existe et comporte sans exception ni réserve et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample désignation, M. Siu, es-qualités, déclarant connaître parfaitement les lieux loués pour les avoir vus et visités dans l'intention que la société "Huilerie de Tahiti" en devienne locataire.

Et tel au surplus que le terrain et le hangar loués figurent respectivement en teintes jaune et rouge sur le plan au 1/500<sup>e</sup> en date du 24 juillet 1967, dont un exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

#### CHARGES ET CONDITIONS :

Le présent bail est fait aux charges et sous les conditions suivantes toutes de rigueur, que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir, à peine de tous dommages-intérêts et même de résiliation des présentes, si bon semble aux bailleurs :

1<sup>o</sup> Le preneur prendra les lieux loués dans leur état actuel, sans pouvoir demander aucune diminution du loyer ci-après fixé, ni faire aucune réclamation pour vices de construction ou défaut d'entretien du bâtiment, défaut de solidité du sol ou du sous-sol, différence entre les mesures sus-indiquées et celles réelles, toute différence en plus ou en moins quelle qu'elle soit devant faire le profit ou la perte du preneur.

Un état des lieux sera dressé aux frais du preneur, contrairement avec les bailleurs, le jour de l'entrée en jouissance.

2<sup>o</sup> Le preneur utilisera les lieux loués impérativement et exclusivement pour y créer et exploiter :

a) une huilerie à coprah, conformément à la convention passée à cet effet suivant autre acte de ce jour entre le territoire et le preneur, étant ici précisé que les presses, autres machines et génératrices ne pourront pas être installées dans le hangar-silo à coprah lequel demeurera exclusivement affecté au stockage du coprah et des produits de transformation.

b) toutes activités ayant pour objet le traitement des dérivés du coprah.

3<sup>o</sup> Le preneur jouira des servitudes actives et supportera celles passives, apparentes ou occultes, déclarées ou non, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans recours contre les bailleurs et sans que la pré-

sente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait ou pourrait avoir en vertu de tous titres et de la loi, le tout cependant à la condition qu'aucune de ces servitudes ne puisse gêner d'une manière quelconque l'exercice normal des activités du preneur.

A cet égard, les bailleurs déclarent qu'ils n'ont créé ni laissé acquérir aucune servitude grevant les lieux loués et qu'à leur connaissance il n'en existe pas.

4<sup>o</sup> Le preneur ne pourra rien faire ni laisser faire qui soit susceptible de détériorer les lieux loués, d'en réduire la valeur ou de porter atteinte aux droits de propriété des bailleurs. Il s'oblige à prévenir immédiatement les bailleurs de toutes usurpations, dégradations et détériorations qui seraient commises par des tiers, à peine d'en être tenu pour personnellement responsable.

5<sup>o</sup> Le preneur aura la faculté, mais à ses frais exclusifs, de faire édifier sur le terrain loué tous bâtiments et installations de même que de modifier et aménager le bâtiment existant, dans les termes du 2<sup>o</sup> ci-dessus, et dans la mesure nécessitée par la création et l'exploitation de l'huilerie qui sera implantée sur les lieux loués conformément à la convention précitée passée ce jour entre le territoire et le preneur.

Le preneur se conformera à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de construction et d'exploitation d'établissements incommodes. Il fera son affaire personnelle de l'obtention de tous permis de construire et de tous alignements ou nivellements qui lui seraient imposés par l'administration, ainsi que de toutes autorisations d'exploiter et de toutes enquêtes préalables, le tout de manière que les bailleurs ne soient jamais inquiétés à ce sujet. Il se conformera également à toutes les prescriptions spéciales applicables aux constructions édifiées dans la zone portuaire.

Dans le cas où certains dispositifs d'évacuation des eaux souillées et autres déchets de l'huilerie seraient imposés au preneur, les bailleurs s'obligent à lui faciliter le passage de toutes canalisations et à autoriser tous travaux nécessaires dans la limite compatible avec le fonctionnement normal des activités du port et à la condition que le preneur en supporte les frais.

6<sup>o</sup> Les bâtiments édifiés et tous travaux exécutés par le preneur pendant le cours du bail dans les lieux loués devront être maintenus jusqu'à l'expiration du bail. Le preneur n'aura pas le droit de les démolir sans une autorisation expresse et par écrit des bailleurs.

De même le preneur devra, pendant toute la durée du bail entretenir les lieux loués ainsi que les constructions et installations édifiées par lui, en bon état de toutes réparations, même celles incombant habituellement ou légalement aux bailleurs, le tout à ses frais et sans recours contre les bailleurs.

7<sup>o</sup> Les bailleurs se réservent ainsi que le preneur y consent dès à présent, de faire exercer à tout moment par tout préposé de leur choix, tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par le preneur des obligations d'entretien lui incombant en vertu des présentes.

8<sup>o</sup> Le preneur fera assurer par une ou plusieurs compagnies solvables et maintiendra assurés pendant toute la durée du bail, contre les risques d'incendie, risques locatifs, recours des voisins et tous autres risques habituellement couverts par les assurances, les bâtiments et les installations existant actuellement et qu'il viendra à faire édifier sur les lieux loués ; ces assurances couvrant également les stocks de coprah de même que ceux d'huile, tourteau et d'une manière générale toutes matières premières et produits transformés.

Il acquittera régulièrement les primes et cotisations desdites assurances et justifiera du tout aux bailleurs à toute réquisition.

Les sommes, pour lesquelles lesdites assurances seront contractées, seront toujours égales à la valeur de reconstitution des biens assurés.

En cas de sinistre, et sauf accord contraire des parties, l'indemnité allouée sera obligatoirement employée à la reconstitution des biens sinistrés et en premier lieu du hangar-silo à coprah, sous le contrôle des bailleurs. Dans le cas d'insuffisance des indemnités allouées par les assureurs, le preneur fera son affaire personnelle du financement complémentaire de manière que les caractéristiques des installations avant le sinistre soient reconstituées sur le plan tant technique que financier.

Aucune réduction ni suspension de paiement du loyer ne pourra être réclamée par le preneur qui aura toujours, sous réserve des assurances contractées par lui, l'entière charge des risques d'incendie. De même, les bailleurs ni le preneur ne pourront invoquer la résiliation du bail, les parties renonçant expressément à se prévaloir des dispositions de l'article 1722 du code civil.

8°) Le preneur acquittera en sus du loyer ci-après convenu et sans recours ni répétition contre les bailleurs, tous les impôts, contributions et taxes auxquels sont ou seront assujettis les lieux loués et les constructions et installations nouvelles, même si ces impôts, contributions et taxes sont légalement ou habituellement à la charge des propriétaires. Cette clause ne mettra cependant pas obstacle à l'octroi au preneur des avantages fiscaux prévus par le code des investissements et le régime fiscal de longue durée.

9°) Le preneur ne pourra en tout ou en partie céder son droit au présent bail ni sous-louer les lieux qui en sont l'objet, sans y avoir été préalablement autorisé expressément et par écrit par les bailleurs.

En toute hypothèse, le preneur demeurera solidairement obligé avec ses cessionnaires ou sous-locataires au paiement du loyer ci-après stipulé et à l'entière exécution de toutes les conditions des présentes.

Toute cession ou sous-location faite au mépris des stipulations qui précèdent, sera nulle de plein droit si bon semble aux bailleurs.

10°) Le preneur acquittera et supportera tous les frais, droits et honoraires des présentes et de toutes formalités consécutives.

#### LOYER :

Outre les conditions qui précèdent, le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de un million neuf cent trente huit mille francs (1.938.000 francs).

Le preneur renonce expressément à se prévaloir des dispositions des articles 24 et 25 du code des investissements institué par délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2168 AA du 6 juillet 1966.

Il s'oblige à payer ledit loyer au port autonome de Papeete annuellement et d'avance, le premier terme dans les huit jours à compter de l'entrée en jouissance et les suivants dans les trente jours à compter du début de chaque nouvelle période annuelle du bail.

De convention expresse entre les parties, le loyer ci-dessus stipulé sera sujet à révision tous les trois ans, conformément à la formule suivante :

$$L' = L \left[ 0,75 \frac{P'}{P} + 0,25 \frac{T'}{T} \right]$$

L étant le loyer au jour de l'entrée en jouissance

L' étant le loyer à acquitter

P étant égal à 13,50

P' étant égal à la moyenne arithmétique des valeurs successives de P, prix du coprah supporté par le preneur en exécution de la convention précitée, passée ce jour entre le territoire et le preneur, pendant la période de 3 ans précédant la révision — étant ici précisé que les valeurs de P à considérer pour l'établissement de cette moyenne seront celles obtenues dans l'hypothèse ou l'indice de qualité inclus dans la formule de calcul de P serait égal à 1 —

T étant égal à 21.000 tonnes

T' étant égal à la moyenne annuelle du tonnage de coprah acheté par le preneur pendant la période de 3 ans précédant la révision.

L'augmentation ou la réduction de loyer pouvant résulter de l'application de la formule ci-dessus aura lieu de plein droit tous les 3 ans et pour la première fois 3 ans après l'entrée en vigueur du présent bail et ainsi de 3 années en 3 années.

#### CLAUSE RESOLUTOIRE :

A défaut de paiement à son échéance exacte d'un seul terme de loyer ou en cas d'inexécution de l'une quelconque des conditions du bail qui sont toutes de rigueur, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble aux bailleurs un mois après un simple commandement de payer ou d'exécuter resté infructueux et contenant déclaration par les bailleurs de leur intention d'user du bénéfice de la présente clause.

Il en sera de même en cas de faillite, liquidation judiciaire ou déconfiture du preneur ou de ses cessionnaires. Dans aucun cas les créanciers du preneur ou de ses cessionnaires ne pourront exercer les droits de leurs débiteurs résultant des présentes, à moins que les bailleurs y consentent expressément et par écrit. Dans les cas visés au présent alinéa la résiliation aura lieu huit jours après la notification par les bailleurs de leur volonté à cet égard.

Dans tous les cas où la résiliation sera encourue, elle aura lieu de plein droit sans qu'il soit besoin de la faire prononcer en justice, et sans autre formalité qu'une ordonnance de référé prononçant l'expulsion du preneur ou de ses cessionnaires, et réintégrant les bailleurs ou leurs ayants droit dans la jouissance des lieux loués sans préjudice du droit pour les bailleurs de poursuivre le recouvrement de ce qui pourrait leur être dû et de réclamer tous dommages-intérêts.

Mais les bailleurs pourront toujours s'ils le préfèrent, ne pas invoquer la résiliation et réclamer et poursuivre l'exécution du bail et des obligations du preneur.

#### FIN DE BAIL :

A la cessation du bail, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle arrive, y compris dans le cas de résolution pour inexécution des conditions du bail ou de la convention précitée intervenue entre le territoire et le preneur, toutes les constructions du preneur achevées ou en cours d'édification, les installations, appareils, ouvrages accessoires, ustensiles et objets mobiliers dépendant de l'huilerie et de ses annexes, ainsi que les approvisionnements tant en huile qu'en coprah et tourteau, deviendront sans indemnité, la propriété du territoire. Cependant le territoire pourra exiger du preneur et aux frais de ce dernier, la remise des lieux loués dans leur état initial.

#### AUTORISATION ADMINISTRATIVE ET APPROBATION :

Le présent bail est en outre autorisé, en tant que de besoin, et dans les termes du décret du 25 juin 1934 sur les transferts de propriétés immobilières dans le territoire, par le gouverneur soussigné. Il est également approuvé dans les termes de l'article 12, alinéa 5 de la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete.

**ELECTION DE DOMICILE :**

Il est élu domicile, savoir :

— Par le territoire et le port autonome dans leurs bureaux administratifs respectifs.

— Et le preneur provisoirement en l'étude de Me Lejeune, notaire à Papeete et dès la mise en service de l'huilerie, en ses propres bureaux.

Fait à Papeete, en huit originaux et de bonne foi le 1er août 1967 et le 2 août 1967.

*Le gouverneur,  
chef du territoire,*

J. SICURANI.

*Le président du conseil d'administration  
du port autonome de Papeete,*

R. HERVE.

*Pour la société l'Huilerie de Tahiti,*

J. SIU.

*Le chef du service des finances et de la comptabilité,  
commissaire du gouvernement,*

J. PERES.

*Le chef du service des domaines  
et de la propriété foncière,*

E. LEQUERRE.

**COURS DES CHANGES**

**pour l'application des droits et taxes de douane**  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89, 20
CANADA.....	1 dollar canadien	83, 02
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0, 42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7, 14
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	22, 30
AUTRICHE.....	1 schilling	3, 46
BELGIQUE.....	1 franc belge	1, 80
DANEMARK.....	1 couronne danoise	12, 86
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	248, 46
ITALIE.....	100 liras	14, 31
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12, 48
PAYS-BAS.....	1 florin	24, 80
PORTUGAL.....	1 escudo	3, 12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17, 31
SUISSE.....	1 franc suisse	20, 54
TCHECOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17, 74
TUNISIE.....	1 dinar	170, 98
AUSTRALIE.....	1 dollar	99, 21
HONG-KONG.....	1 dollar	15, 56
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	123, 41
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

**INDICE DU COUT DE LA VIE**

au 1<sup>er</sup> août 1967.

Application de l'arrêté n° 2527 AE du 3 août 1966 :

	55 % Alimen- tation	15 % Habillement et linge de maison	15 % Entretien et frais divers	15 % Loyer	Indice général de variation
au 1 <sup>er</sup> août 1966 :	100	100	100	100	100
au 1 <sup>er</sup> fév. 1967 :					
- Indice partiel	103,05	101,70	106,43	103,18	
- Indice partiel pondéré....	56,67	15,63	15,96	15,47	103,73

**ENQUÊTE "de commodo et incommodo"**

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1967 sur une demande formulée par M. Elie Salmon, demeurant à Paëa PK 22, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 11 KVA sur son terrain sis à Paëa PK 22.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 septembre 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 17 août 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux  
publics et des mines,*  
A. ELLACOTT.

**ENQUÊTE "de commodo et incommodo"**

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1967, sur une demande formulée par M. Rey Lérie, demeurant à Mamao, avenue Clémenceau, Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène "Lister" de 3,5 KVA à Papara PK 31,600.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 septembre 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 17 août 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics  
et des mines,*

A. ELLACOTT.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> R. COCHIN, Avocat-Défenseur à Papeete

#### VENTE

#### SUR SAISIE IMMOBILIERE

#### AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR

En l'audience des saisies immobilières du tribunal civil de première instance, au Palais de Justice de Papeete, salle ordinaire des dites audiences.

LE VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1967 à 8 heures 30 du matin  
EN UN SEUL LOT :

D'une parcelle de terre sise à Papeete, quartier de Faariipiti, Avenue du Roi Pomare V, d'une superficie de 823 mètres carrés dépendant des lots 70, 72 et 73 du Domaine de Faariipiti et les constructions y édifiées consistant en une maison d'habitation en dur sur dalle en ciment, toit en tôles, de quatre pièces principales et une annexe en bois.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra :

Qu'aux requête, poursuite et diligence de :

1<sup>o</sup> — Mme Suzanne BEUCHET, propriétaire, demeurant à Tipaerui,

2<sup>o</sup> — M. Jacques DUPOUX, clerc de notaire, demeurant à Papeete, Ayant Me R. COCHIN pour avocat-défenseur,

En présence ou eux dûment appelés, de :

1<sup>o</sup> — M. René Alfred HAMBLIN, employé de commerce,

2<sup>o</sup> — Mme Mary Simone GARBUTT épouse HAMBLIN, employée de bureau, demeurant ensemble à Papeete, quartier de Faariipiti.

Il sera procédé, le Vendredi 22 Septembre 1967 à 8 h 30 en l'audience de la Chambre des saisies immobilières du Tribunal civil de première instance de Papeete, séant au Palais de Justice, salle ordinaire des dites audiences, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur des immeubles dont la désignation suit :

#### DESIGNATION

1<sup>o</sup> — Une parcelle de terre sise à Papeete, quartier de Faariipiti, Avenue du Roi Pomare V, d'une superficie d'après titre de huit cent vingt trois mètres carrés, dépendant des lots 70, 72 et 73 du Domaine de Faariipiti (Ancienne Plantation Océanie) et limitée, savoir :

— D'un côté : par l'Avenue Pomare V sur vingt huit mètres ;

— Du côté opposé : par la parcelle B du lot 73 sur seize mètres et dix-huit mètres en ligne brisée et par le lot 70 sur douze mètres ;

— D'un troisième côté : par la propriété DE MONTLUC formant partie du lot 72 sur quarante mètres ;

— Et du côté opposé : par un chemin reliant l'Avenue Pomare V à la parcelle B du lot 73 sur vingt deux mètres.

2<sup>o</sup> — Et les constructions y édifiées consistant en une maison d'habitation en dur sur dalle en ciment, toit en tôles, de quatre pièces principales et une annexe en bois.

Tel au surplus que lesdits immeubles existent, se poursuivent et comportent avec toutes leurs aisances, appartenances et dépendances, le tout sans aucune exception ni réserve.

#### MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges dressé le 12 Juin 1967 et déposé au Greffe des Tribunaux le même jour, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante :

LOT UNIQUE : UN MILLION TRENTE CINQ

MILLE TROIS CENT SIX

FRANCS, et . . . . . 1.035.306 Frs.

Il est en outre déclaré, conformément à l'article 399 du Code de Procédure Civile, que tous ceux au profit ou du chef desquels il pourrait être pris inscriptions d'hypothèque légale sur les immeubles saisis devront requérir inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé à Papeete, le 16 août 1967, par l'Avocat-Défenseur poursuivant soussigné.

R. COCHIN.

#### ETABLISSEMENT EMILE A. MARTIN & FILS

Société à responsabilité limitée

Capital : 115.150.000 francs porté à 230.300.000 francs

Siège : PAPEETE

R.C. : 324

Aux termes d'une décision extraordinaire prise le 31 mars 1967, la collectivité des associés a décidé, savoir :

1<sup>o</sup> — D'augmenter le capital social d'une somme de 115.150.000 francs, pour le porter à 230.300.000 francs par voie de capitalisation de la réserve spéciale à concurrence de 5.109.177 francs, et des bénéfices reportés des exercices précédents à concurrence de 110.040.823 francs, et modifier en conséquence les articles 5 et 6 des statuts.

2<sup>o</sup> — Et d'adopter comme nouvelle dénomination sociale, à compter du premier janvier 1968, celle de "ELECTRICITE DE TAHITI", et modifier l'article 4 des statuts.

Deux copies du procès-verbal constatant ces décisions ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 23 août 1967.

Pour extrait et mention :

*La gérance,*

#### Première insertion

Suivant acte s.s.p. en date à Papeete du 1<sup>er</sup> juillet 1967 enregistré à Papeete le 28 juillet 1967 Volume 74 Folio 79 Numéro 953.

La " Société Tahitienne d'Impression d'Art " S.A.R.L. a vendu à la Société " RADFORD ET CIE ", dénommée " TAHITI BOUTIQUE " dont le siège est à Papeete, le fonds de commerce de vente de tissus et confection qu'elle exploite à Papeete rue Paul Gauguin.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour première insertion :  
**F. RADFORD.**

**SOCIÉTÉ " RADFORD ET CIE "**  
**surnommée " TAHITI BOUTIQUE "**

Société en Nom collectif au capital de 150.000 francs  
Siège à : PAPEETE

Suivant acte s.s.p. en date à Papeete du 1<sup>er</sup> juillet 1967 enregistré à Papeete le 28 juillet 1967 Volume 74 Folio 79 Numéro 954.

**IL A ETE CONSTITUE ENTRE :**

1<sup>o</sup>) M<sup>me</sup> Françoise CHANGUES, secrétaire, épouse de M<sup>r</sup> René RADFORD, demeurant à Punaauia.

2<sup>o</sup>) M<sup>me</sup> Violette CHEUNG, vendeuse, épouse de M<sup>r</sup> Stéphane AUSSAGE, demeurant à Faaa.

3<sup>o</sup>) M<sup>me</sup> Joséphine MOU, sans profession, épouse de M<sup>r</sup> Jules CHEUNG, demeurant à Papeete.

Sous la raison sociale " RADFORD ET CIE " et la raison de commerce " TAHITI BOUTIQUE " une société en nom collectif au capital de cent cinquante mille francs, ayant son siège à Papeete et pour objet, la vente de tissus et d'articles divers et la confection en tous genres.

La durée de la société a été fixée à 15 années à compter du jour de l'acte.

Les associés ont effectué uniquement des apports en numéraire.

La société est administrée par M<sup>me</sup> RADFORD en qualité de gérante qui a seule la signature sociale, et jouit vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de son objet.

La société sera dissoute par le décès de l'un des associés et la liquidation sera faite par les associés survivant et le mandataire des héritiers de l'associé décédé.

Deux originaux dudit acte ont été déposés au greffe des tribunaux de Papeete le 7 août 1967.

Pour extrait,  
**Le gérant: F. RADFORD.**

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**

**Code de la route**

Prix broché. — Bilingue : 60 francs

**Statistiques douanières**

Année 1966 — Prix : 350 francs

**Arrêté n° 4158 TP**

portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française  
(du 14 décembre 1966)

Prix : 100 francs

**Code des douanes**

Prix broché : 50 francs

**Réglementation**

des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française.

Prix : 100 francs.

**Arrêté Municipal n° 9**

réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete

Prix : 20 francs

**Réglementation**

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

**Code de l'aménagement du territoire**

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961) (Réimpression)

Prix : 60 francs.

**Enseignement maritime**

Programme des examens de la marine marchande.  
(Arrêté n° 1608/MM du 30 juin 1965)

Prix broché : 60 francs